

# DAWN *Informe*

**DÉFIS  
FÉMINISTES  
DANS UN MONDE  
NUMÉRIQUE**



ALTERNATIVES DE  
DÉVELOPPEMENT AVEC  
LES FEMMES POUR UNE  
NOUVELLE ÈRE

**DAWN Informe** est la publication périodique de DAWN qui présente les dernières analyses, critiques et commentaires de l'organisation.

DAWN fournit un cadre analytique qui a changé les termes du débat sur les questions relatives aux femmes dans le monde entier. Ses analyses continues des crises systémiques et imbriquées de la dette, de la détérioration des services sociaux, de la dégradation de l'environnement, de l'insécurité alimentaire, des fondamentalismes religieux, des militarismes et des conservatismes politiques sont issues des expériences des femmes pauvres qui vivent dans les pays du Sud économique.

**DAWN Informe** est un espace de libre circulation de ces idées et a été publié depuis les années 1980.



ALTERNATIVES DE  
DÉVELOPPEMENT AVEC  
LES FEMMES POUR UNE  
NOUVELLE ÈRE

*DAWN est un réseau de chercheuses et de militantes féministes du Sud économique, engagées dans la recherche féministe, l'analyse de l'environnement mondial, le travail pour la justice économique et de genre, et le développement durable.*

# INDEX



**4 Introduction**  
par Flora Partenio et Sala Weleilakeba



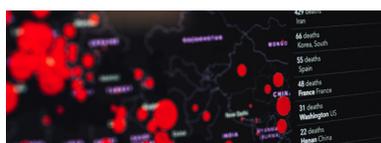
**9 Un avenir de travail féministe à l'heure de la post-pandémie**  
par Anita Gurumurthy



**14 Le paradoxe du travail essentiel pendant la pandémie: Le travail en plate-forme en Argentine**  
par Flora Partenio



**19 La quatrième révolution industrielle aux Fidji**  
par Sala Weleilakeba



**26 La gouvernamentalité numérique aux Fidji pendant le Covid-19**  
par Damien Gock



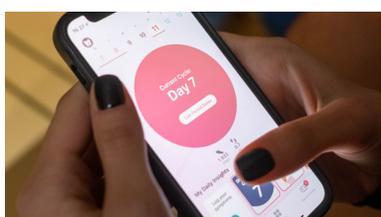
**31 La justice numérique peut-elle rencontrer la justice sociale? Leçons du Kerala pendant la pandémie**  
par Vanita Nayak Mukherjee



**38 Gouvernance des données et de l'intelligence artificielle**  
par Cecelia Alemany et Anita Gurumurthy



**44 Contourner les systèmes de surveillance israéliens: Une note sur la résistance palestinienne**  
par Kholoud Al-Ajarma



**48 Les personnes concernées dans la matrice de la Femtech: Une analyse féministe de l'économie politique du marché mondial des applications menstruelles**  
par Nandini Chami et R. Vaishno Bharati



**53 Passeport-vaccin: Un problème épineux?**  
par Sai Jyothirmai Racherla

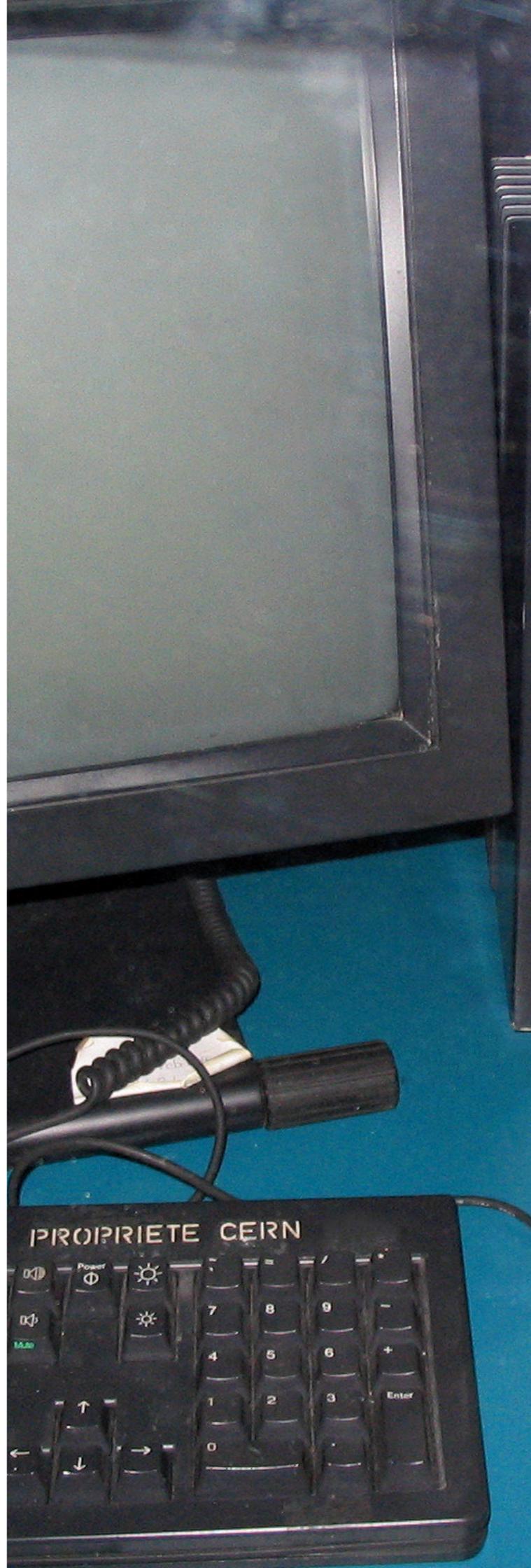


## INTRODUCTION

# DÉFIS FÉMINISTES DANS UN MONDE NUMÉRIQUE

*par Flora Partenio  
et Sala Weleilakeba*

Ce poste de travail NeXT (un NeXTcube et moniteur CERN 57503) a été utilisé par Tim Berners-Lee comme premier serveur Web pour le World Wide Web. Il est présenté ici tel qu'il a été exposé en 2005 au Microcosm, le musée scientifique public du CERN où Berners-Lee travaillait en 1991. Le document sur le clavier est une copie de «CERN DD/OC Mars 1989 Gestion de l'information: Une proposition. Résumé», qui était la proposition originale de Berners-Lee pour la World Wide Web.



**L**e monde est entré dans l'ère numérique avec la création d'Internet dans les années 1960, mais ce n'est que dans les années 1990 que le monde en ligne s'est mis à ressembler à l'Internet que nous connaissons aujourd'hui. Lorsque Tim Bernes-Lee a lancé son "World-Wide Web", il a popularisé Internet, permettant d'en faire un élément d'information et de divertissement essentiel dans la vie moderne (Imagining the Internet, s.d.). Alors que les ordinateurs étaient le principal moyen d'accéder à Internet dans les années 1990 et au début des années 2000, l'introduction puis l'omniprésence du smartphone ont été à l'origine de son essor, principalement en raison de sa commodité et de sa portabilité (Wilmer, Sherman & Chein, 2017). Comment en sommes-nous arrivés à cette quatrième révolution industrielle? Sous cette "révolution" se cache la progression des technologies de l'information et de la communication, notamment dans la dynamique de la production et du travail, où s'articulent des processus de robotisation, de numérisation et de développement de l'intelligence artificielle dans différents domaines et services. Les récits dominants qui font l'éloge de cette transformation technologique imparable soulignent le dynamisme de ce qu'il est convenu d'appeler "l'économie collaborative" et du commerce numérique. Cependant, ces récits s'abstiennent de montrer les risques encourus en matière de droits du travail et du respect des réglementations fiscales.

↑  
La pandémie de COVID-19 a encore accéléré ce processus d'expansion vers la numérisation<sup>1</sup> et la virtualisation<sup>2</sup>. Depuis le début de la pandémie de Covid-19 en 2020, nous avons connu de profondes transformations dans les dynamiques sociales, économiques et du travail. La virtualisation croissante du travail, des relations sociales et des échanges financiers et commerciaux a conduit des milliers de personnes à travailler à distance depuis leur domicile. Pendant les périodes de confinement, la mobilité des personnes était contrôlée par des applications gérées par les gouvernements.

Les débats féministes sur "l'avenir du travail" ont commencé bien avant la pandémie (Scasserra & Partenio, 2020). On nous a averti que les emplois induits par ce qu'on appelle la "révolution 4.0" et l'économie des plateformes impliquent toute une série d'enjeux liés aux soins, aux droits du travail, à la sécurité sociale et à la protection sociale (ibid). La révolution numérique et des données a mis en évidence de graves préoccupations pour la justice de genre, comme la perpétuation des modèles existants d'inégalité entre les sexes, et cela a été aggravé par la pandémie.

Lorsque nous évoquons "l'économie numérique, nous faisons référence à la réorganisation croissante des échanges commerciaux par les plateformes" (Gurumurthy, 2020:p.1). "Telle qu'elle est aujourd'hui, l'économie de plateforme est extractiviste, exploitante et expéditive" (ibid). La platformisation transforme la production, la

distribution et la reproduction sociale d'une manière qui renforce la concentration du pouvoir économique et social entre les mains des entreprises et des pays du Nord (Gurumurthy, Chami et Alemany, 2018). Les relations et l'activité économiques sont réorganisées avec l'avènement des plateformes et la contribution des femmes à l'économie de plateforme est souvent invisible. Cette économie émergente reproduit les inégalités sociales car les entreprises de plateforme se sont imposées comme une force dominante contrôlant les interactions sociales et le marché.

*L'édifice du capitalisme numérique repose sur l'inégalité extrême. La numérisation va de paire avec la concentration du pouvoir économique entre les mains de quelques-uns, la baisse de la part des rendements du travail par rapport au capital et des progrès limités en matière d'inégalité des revenus au sein des pays et entre eux. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par cette inégalité croissante et sont plus susceptibles de connaître l'extrême pauvreté (Gurumurthy et Chami, 2021: p.2).*

Le contexte de la pandémie a amplifié ces inégalités, élargi la fracture numérique et accéléré l'exclusion numérique des femmes en mettant en évidence les disparités socio-économiques au sein des pays et entre eux.

La révolution numérique et des données a ainsi soulevé un certain nombre de préoccupations autour de la justice de genre et des droits de l'homme. Quelles sont les réponses du mouvement féministe? Au cours des dix dernières années, le monde a connu un accroissement du militantisme et du sentiment féministes autour de ces préoccupations. "Les universitaires, les militants et les journalistes ont surnommé [la décennie] la quatrième vague du féminisme" (Pruchniewska, 2019). Une caractéristique de cette quatrième vague est l'utilisation des technologies numériques et d'internet pour le militantisme et le débat féministes (Kwanibid, 2021). Aujourd'hui, les technologies numériques créent de nouvelles formes d'action politique dans le monde entier et les



études féministes soutiennent même que l'interface entre les modes en ligne et hors ligne est en train de refaire le féminisme - en reliant les interconnexions critiques entre le local et le mondial (Samuel, Partenio & Cai, 2022 p.1). En ce sens, il convient de se demander où est-ce que l'agenda féministe et l'agenda des droits de l'homme se rejoignent dans l'économie numérique. Quels tournants se sont-ils produits dans le monde du travail? Quelles contributions le féminisme peut-il apporter pour (ré)imaginer des futurs possibles? Quels sont les défis que pose la transition vers la phase post-pandémique? Une justice numérique féministe est-elle possible?

Le projet de collaboration de DAWN avec IT for Change - Feminist Digital Justice - vise à interpréter le paradigme socio-technique émergent d'un point de vue féministe du Sud. Ce numéro de DAWN Informe met au défi les féministes du Sud de s'engager dans l'économie politique des données, d'utiliser leurs connaissances et leurs expériences pour critiquer et recadrer les débats, en soulignant les intersections entre la justice de genre, les droits de l'homme et la frontière numérique. Parmi nos auteurs figurent des féministes travaillant aux premières lignes de la justice numérique féministe, issues de diverses expériences, pays et rapports.

↑

Nous étudions les enjeux de l'expansion d'un monde à médiation numérique dans le contexte de la crise de la COVID-19. Les articles de cette publication montrent l'impact de la numérisation sur les moyens de subsistance et les droits humains des femmes dans le Sud global. Nous abordons les liens entre la numérisation et l'inclusion numérique; les droits du travail dans le cadre de nouveaux modèles productifs dans le scénario post-pandémique; la santé et le passeport vaccinal; les corps et le marché mondial des applications menstruelles; la surveillance des populations et la biopolitique dans le contexte de la pandémie. Des questions cruciales se posent sur la souveraineté des données, la sécurité numérique, la confidentialité et la protection des données. Nous explorons la résistance féministe et les stratégies collectives pour faire face à ces défis. Notre objectif est de mieux comprendre, d'explorer et d'analyser, de suivre les pistes et d'aborder de nouvelles questions pour continuer à imaginer un avenir féministe dans un monde de plus en plus numérique. 🌅

## Références

Gurumurthy, A., (2020). A Feminist Future of Work in the Post-Pandemic Moment : A new Social contract as if Women Matter. [\[pdf\]](#)

Gurumurthy, A., et Chami. N., (2021). The Deal We Always Wanted: A Feminist Action Framework for the digital Economy. [\[pdf\]](#)

Gurumurthy, A., Chami. N., and Alemany, C., (2018). *Gender Equality in the Digital Economy: Emerging Issues: A New Social Contract for Women's Rights in the Data Economy.* [\[pdf\]](#)

"Imagining the Internet", (n.d). Elon University, consulté le 30 octobre 2021. [\[online\]](#)

Pruchniewska, U. M., (2019). 'Everyday Feminism in the Digital Era: Gender, The Fourth Wave, and Social Media Affordances', PhD Thesis, Temple University, Philadelphia.

Samuel, K., Partenio, K., et Cai, Y., (2022). Diversifying Strategies for Feminist Digital Activism in the Global South. [\[online\]](#)

Scasserra, S., and Partenio, F., (2020) "Justicia digital" in *Asociación Argentina Para La Investigación en Historia de las Mujeres y Estudios de Género*, Boletín digital de la AAHMEG, Año 4 – No. 1 – Marzo. [\[pdf\]](#)

Wilmer, H.H., Sherman, L. E. and Chein, J. M., (2017). 'Smartphones and Cognition: A Review of Research Exploring the Links between Mobile Technology Habits and Cognitive Functioning', *Frontiers in Psychology*, Vol. 8, No. 605, DOI: [\[online\]](#)

## Notes de fin de document

1. Numérisation: incorporation des technologies numériques dans les processus commerciaux/sociaux, dans le but de les améliorer.

2. Virtualisation: c'est l'acte de créer une version virtuelle de quelque chose. Il s'agit du processus consistant à exécuter une instance virtuelle d'un système informatique sur une couche d'abstraction matérielle. La virtualisation de l'activité économique dans l'économie de plateforme peut être un défi pour la mise en place d'un régime efficace de fiscalité des sociétés. C'est un défi parce que la virtualisation des transactions commerciales permet aux puissantes sociétés transnationales de déplacer facilement les bénéfices des juridictions à forte imposition vers les juridictions à faible imposition, provoquant ainsi l'érosion de l'assiette fiscale des premières (Informe Spotlight 2019) [\[pdf\]](#)



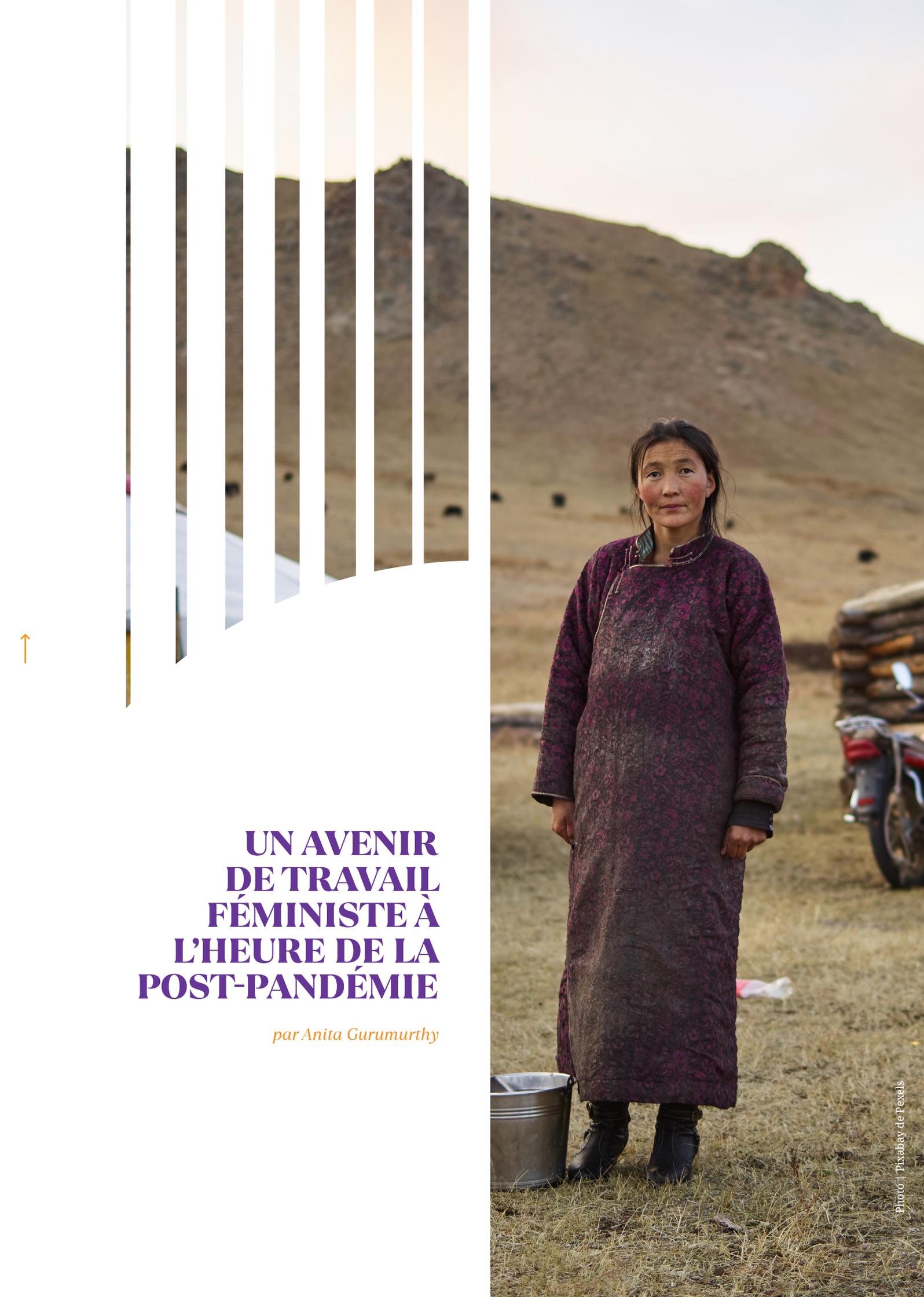
**Flora  
Partenio**

Flora Partenio fait partie du mouvement féministe en Argentine. Ses domaines de travail comprennent les études du travail, les relations industrielles, les droits du travail et les mouvements de travailleurs. Elle travaille sur des alternatives à développement sous l'angle de l'économie du soin, de l'écologie et de l'économie sociale et solidaire. Flora fait partie de l'équipe de mobilisation sociale de DAWN et coordonne l'école d'économie féministe de DAWN avec Corina Rodríguez Enríquez. Flora est une ancienne élève de la formation Genre, justice économique et écologique (GEEJ) de DAWN et membre du comité exécutif de DAWN. Comité. Flora est titulaire d'un doctorat en sciences sociales de l'Université de Buenos Aires. Elle est professeur de relations de travail à l'Institut des sciences sociales et de l'administration de l'Université nationale Arturo Jauretche (UNAJ) et au programme d'études supérieures en études féministes (UNSAM). Elle est co-directrice du Virginia Bolten Free Program Building Popular Féminismes dans notre Amérique à l'Université nationale de La Plata (UNLP).



**Sala  
Weleilakeba**

Salanieta Weleilakeba (Sala) est agente de recherche de DAWN basée aux Fidji et travaille pour DAWN depuis 2020. Elle est titulaire d'un baccalauréat en politique et relations internationales et en anthropologie de l'Université James Cook. Elle a une formation en politique, communication et travail juridique avec plus de 5 ans d'expérience dans ces domaines.

A woman with dark hair, wearing a long, purple patterned dress and black boots, stands in a dry, hilly landscape. She is looking slightly to the right. In the background, there are brown hills and a motorcycle. A metal bucket is on the ground near her feet. The sky is a pale, hazy color.

**UN AVENIR  
DE TRAVAIL  
FÉMINISTE À  
L'HEURE DE LA  
POST-PANDÉMIE**

*par Anita Gurumurthy*

## L'économie numérique: Un cadre féministe

↑

**L**'économie de plateforme dominante repose sur un modèle non durable construit sur la base d'une division mondiale du travail qui porte les marques de la race, de la classe, du sexe et de la géographie.

À l'instar des chaînes d'approvisionnement de l'économie traditionnelle, où la contribution des femmes n'est pas comptabilisée, dans l'économie de plateforme, ceux qui ne comptent pas sont maintenus invisibles et sans importance. Les segments les plus bas de cette économie sont féminisés, en ce sens qu'il s'agit principalement de femmes manutentionnaires qui travaillent sans pause pipi, d'agricultrices qui assurent l'approvisionnement en légumes de toutes les plateformes d'épicerie qui ravitaillent les villes, de femmes qui effectuent un travail monotone et déshumanisant dans les centres de données et de travailleuses domestiques dont on utilise volontiers les services sans mettre en cause la division du travail entre les genres. Il n'y a pas non plus de place dans l'économie de plateforme pour la reproduction humaine - des choses telles que la grossesse ne sont pas admissibles. Le travail est mythifié comme une entreprise individuelle méritocratique qui peut prétendre à l'égalité des chances dans un monde ouvert et libre de toute contrainte, alors même qu'il est construit sur une précarité naturalisée - la féminisation de la force de travail elle-même.

# L'avenir de l'économie numérique à travers le prisme de la crise Covid

La crise de la Covid-19 a eu des effets considérables sur des secteurs essentiels des pays en développement - l'agriculture, la pêche, le tourisme, le travail domestique et le commerce de détail - tous caractérisés par une forte participation de la main-d'œuvre féminine. Dans la plupart des pays du Sud, la pandémie a également mis à rude épreuve l'éducation des filles. L'exclusion numérique signifie que les femmes ne sont pas en mesure de mettre à profit les nouvelles possibilités offertes par la numérisation du crédit, des services financiers, des compétences et des emplois. L'automatisation et la numérisation s'accéléraient au cours de la pandémie, le chemin des femmes vers la réinsertion et le réengagement dans la vie active pourrait être encore plus rude.

Le modèle d'une économie fondée sur des données adopté par les pays en développement n'est pas véritablement ancré dans des secteurs qui apportent une valeur ajoutée à l'économie globale en termes d'innovation et de production de biens et services réels. Au contraire, il repose principalement sur le travail externalisé. Si les entreprises étrangères touchées par la pandémie cessent de sous-traiter le travail en ligne, les rares femmes qui travaillent dans ces secteurs perdront leur emploi. Pendant ce temps, le commerce électronique décollera, et bien qu'il soit évident qu'il va stimuler la consommation haut de gamme, on ne sait pas comment les chaînes d'approvisionnement nationales vont en bénéficier.

En Asie, seule la Chine figure parmi les 10 premiers pays du point de vue de la capacité à participer à l'économie fondée sur des données, et seuls le Japon et l'Inde comptent parmi les 25 premiers. Seuls quelques pays ont un pied dans les services numériques comme l'informatique en nuage. Les femmes sont peu présentes dans ces secteurs. En général, leurs entreprises ne disposent même pas d'un site web, et encore moins d'installations sophistiquées d'informatique en nuage.

Grâce aux règles commerciales, les pays en développement ne peuvent pas prélever des droits de douane sur les entreprises étrangères de commerce électronique. Avec le temps, lorsque les flux de revenus provenant des droits d'importation seront coupés, les pays pauvres pourront être confrontés à des difficultés extrêmes pour financer les politiques sociales, avec des effets néfastes sur le(s) budget(s) consacré(s) aux femmes.

# Un avenir numérique féministe

Pour que notre avenir numérique soit féministe, il faut examiner localement comment les chaînes de valeur des données peuvent renforcer les économies locales de production et d'innovation dans lesquelles les femmes sont visibles et valorisées, et les écosystèmes naturels respectés.

Des experts du monde entier appellent à mettre l'accent sur la justice distributive dans l'après-Covid. La justice distributive n'a toutefois aucun sens si la reproduction sociale n'est pas au cœur de sa mise en œuvre. Il est possible aujourd'hui d'avoir un nouveau contrat social qui prenne en compte l'importance des femmes. Il s'agit de garantir leur citoyenneté sociale et économique. Leur droit à Internet doit être garanti par la loi et les femmes pauvres, en particulier, ont besoin d'allocations de données gratuites. Les intermédiaires qui soutiennent le travail doivent intensifier leurs stratégies pour atteindre et recycler les femmes qui travaillent en ligne. Les pouvoirs publics doivent investir dans l'infrastructure numérique pour stimuler les chaînes de valeur des données par des lois et des politiques appropriées sur les données personnelles et non personnelles.

Les gouvernements ont le devoir de repenser le rôle de la technologie en vue d'une citoyenneté fondée sur les droits, plutôt que de l'utiliser pour enfermer les pauvres et libérer

l'autoritarisme au nom de la sécurité. La dynamique de l'offre qui peut relancer l'économie dépend des infrastructures de données que les gouvernements doivent construire. Les instruments traditionnels destinés à freiner l'essor des grandes entreprises technologiques, tels que la fiscalité et les lois sur la concurrence, ont atteint leur limite. La voie à suivre appelle à mettre à jour la législation de façon à inscrire les droits du travail dans le moment numérique afin de contrer l'exceptionnalisme des plateformes. À l'échelle internationale, il est nécessaire d'adopter des indicateurs qui rendent compte du produit brut des

**Grâce aux règles commerciales, les pays en développement ne peuvent pas prélever des droits de douane sur les entreprises étrangères de commerce électronique.**

données et de la part de la main-d'œuvre, en particulier la main-d'œuvre féminine, dans l'économie des données. Il est temps que les pays en développement se réunissent pour proposer un cadre multilatéral pour les données et l'intelligence artificielle qui favorise des sociétés justes et égalitaires dans l'avenir.

Mais c'est dans des formes alternatives d'organisation économique que les percées les plus importantes sont attendues. N'oublions pas qu'il est possible de mettre à profit le pouvoir décentralisé d'Internet pour promouvoir des économies sociales et solidaires, des coopératives qui peuvent se fédérer à travers des chaînes de valeur de données, transférant les dividendes des données des entreprises vers le travail.

Sans un nouveau pacte féministe capable de faire la transition du niveau global au niveau local, nous risquons de maintenir les femmes isolées dans un coin, soumises à des contraintes extrêmes, tandis que l'économie de plateforme avec son ADN de prolifération virale trouve de nouveaux canaux de communication en ligne pour échanger des idées néolibérales au sujet du corps, de la beauté et du bien-être. Les choix politiques en matière d'économie numérique sont la clé de la citoyenneté sociale et économique des femmes. Le maintien du statu quo assorti de nouvelles saveurs néolibérales peut reprivatiser le travail des femmes, effaçant leur contribution à la création de valeur et repoussant leur corps physique dans des endroits cachés. 🌟



## *Anita Gurumurthy*

**Anita Gurumurthy** est membre fondatrice et directrice exécutive d'IT for Change, où elle dirige des recherches sur l'économie des plateformes, la gouvernance des données et de l'IA, la démocratie à l'ère numérique et les cadres féministes sur la justice numérique. Anita s'engage activement dans le plaidoyer national et international sur les droits numériques et contribue régulièrement aux espaces académiques et médiatiques. Elle est conseillère et experte auprès de divers organes, dont le Groupe des 10 membres du Secrétaire général des Nations Unies, en soutien au Mécanisme de Facilitation Technologique, au groupe de travail sur la gouvernance algorithmique du Forum de Paris sur la Paix, au Save the Children's ICT4D Brain Trust et au Minderoo Tech & Policy Lab's Board.

↑

# LE PARADOXE DU TRAVAIL ESSENTIEL PENDANT LA PANDÉMIE: Le travail en plate-forme en Argentine

*par Flora Partenio*

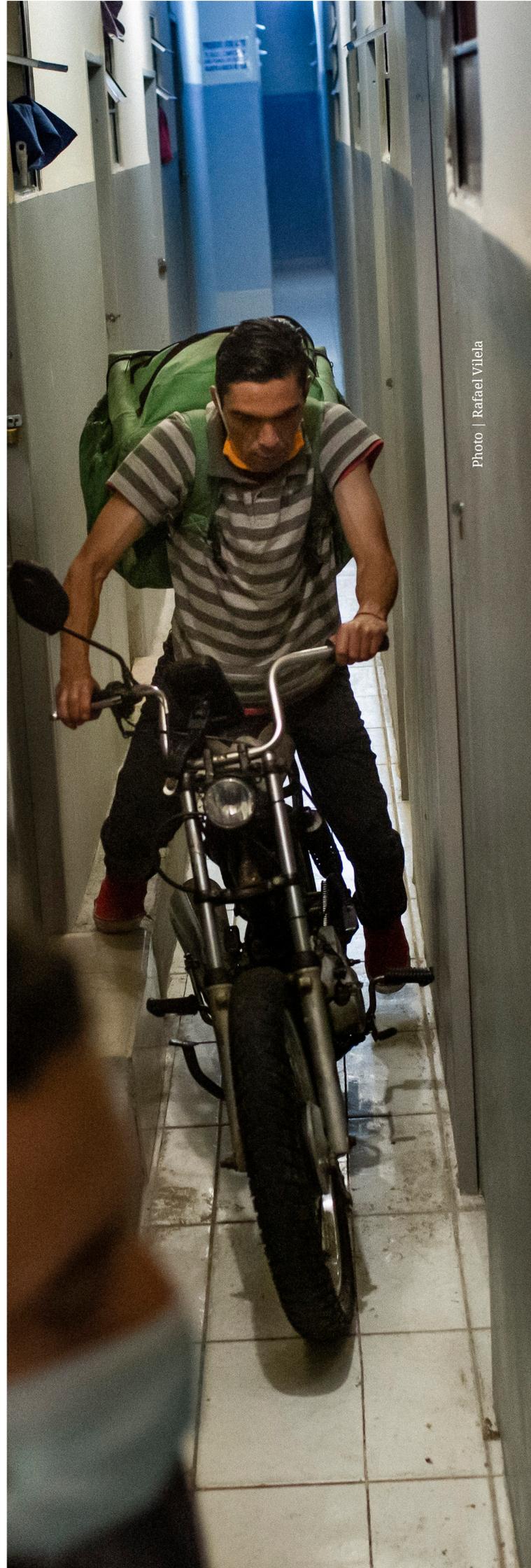


Photo | Rafael Vilela



**L**es nouvelles formes de travail qui ont vu le jour avec l'avènement de l'économie de plateforme ont révélé de nouveaux enjeux dans la lutte permanente pour les droits du travail, de la sécurité sociale et de la protection sociale. Pendant la pandémie, ces défis ont été renforcés, en particulier dans les pays qui ne disposent pas d'un cadre réglementaire pour protéger les droits des travailleurs. Dans le même temps, les entreprises de plateforme ont accru leur valeur marchande, exerçant des pressions contre la réglementation de l'impôt sur les sociétés et minant les demandes de meilleures conditions de travail et de protection sociale pour les travailleurs qui dépendent de ces secteurs pour avoir un revenu.

En mars 2020, le gouvernement argentin a imposé des mesures d'isolement dans le cadre de l'urgence sanitaire déclarée dans tout le pays en conséquence de la pandémie. Ces mesures précisaient les catégories de travailleurs auxquels il était interdit de se rendre sur leur lieu de travail et de se déplacer sur les voies publiques, ainsi que d'autres qui étaient dispensés de se conformer à ces règles parce qu'ils étaient "essentiels dans l'urgence". Les travailleurs des plateformes de livraison de nourriture, de provisions et de médicaments appartenaient à ce dernier groupe, car ils remplissaient une "activité essentielle" qui permettait au reste de la population de rester chez elle. Lorsque les pays du Sud et du Nord ont mis en place des mesures de confinement partiel ou total, le travail de livraison a été entièrement effectué par des "cavaliers" sur des plateformes d'applications mobiles (Partenio, Cordero et Valencia Castro, 2020).

Même avant la pandémie, le secteur de la livraison en Argentine était monopolisé par une poignée d'entreprises translatines ou transnationales. Elles fonctionnaient sur le modèle des plateformes numériques, attribuant les commandes aux livreurs via des applications mobiles géolocalisées. Dotées d'un modèle économique aux faibles coûts d'installation, ces plateformes basées sur des applications se sont rapidement développées dans différentes villes. En l'absence de réglementation en matière de travail et de fiscalité, elles ont pu augmenter leurs bénéfices de manière exponentielle. Au lendemain de la crise sanitaire, elles ont consolidé encore davantage leur position sur le marché, en grande partie grâce à la dépendance croissante du monde à l'égard des technologies numériques.

Mais alors même que les entreprises engrangeaient des millions de dollars de bénéfices, les livreurs travaillant sur ces plateformes se battaient pour fournir un service essentiel, au péril de leur santé et sans pratiquement aucune mesure de protection sociale susceptible d'assurer leur sécurité. En raison d'une réglementation du travail laxiste ou inexistante et du caractère informel du travail sur les plateformes, les entreprises de plateforme n'étaient (et ne sont toujours) pas tenues de consacrer une partie de leurs bénéfices à la protection des travailleurs. L'opportunisme né du confinement, nourri par la crise et l'enfermement, a réitéré ce que nous savions déjà, à savoir que le capital s'en sort toujours (Gurumurthy et Chami, 2020).

En tant que tels, les paradoxes du travail de plateforme sont devenus particulièrement clairs pendant la crise de la Covid-19. Les travailleurs exemptés de se conformer au décret d'isolement obligatoire en Argentine ont été jugés "essentiels", mais leurs salaires et leurs conditions de travail n'étaient pas prioritaires. Pendant les premiers jours de la pandémie, certaines entreprises de plateforme ont lancé des campagnes louant l'"héroïsme des livreurs pendant le confinement. "Pour avoir livré ce dont nous avons besoin, nous les appelons les héros Rappi", disait l'un de ces slogans. À cela, les organisations syndicales ont répondu: "Nous ne sommes ni des héros ni des héroïnes. Nous sommes des travailleurs en danger", mettant en évidence les tentatives des entreprises de pacifier les travailleurs par des discours creux sans leur fournir les équipements de protection essentiels (masques, désinfectant, gants, etc.) et en les exposant au risque d'infection.

Dans ces conditions, les travailleurs migrants sont particulièrement vulnérables. C'est cette main-d'œuvre précaire, délocalisée et externalisée qui soutient l'économie des plateformes. Des études montrent qu'une grande partie des livreurs d'applications en Amérique latine sont des migrants incapables d'accéder à des moyens de revenus plus formels (CEPALC/OIT, 2019). Une étude de 2019 indique que les jeunes travailleurs migrants masculins constituent

une part importante du secteur de la livraison en Argentine. Sans soins médicaux d'urgence ni protections sociales dans le pays d'accueil, et dans l'impossibilité de retourner dans leur pays d'origine, les travailleurs migrants se retrouvent doublement confinés (CEPALC/OIT, 2020). En outre, la population migrante a également été la plus durement touchée par la hausse du chômage en Argentine à la suite de la pandémie, en particulier chez les jeunes. À la mi-juillet 2020, pendant les huit mois de confinement dans la capitale argentine Buenos Aires, le gouvernement local a adopté une législation qui a placé les entreprises de plateformes basées sur des applications dans une position avantageuse et a plongé les livreurs dans une précarité accrue. La législation a modifié le code de la circulation et des transports en supprimant l'interdépendance entre employeurs et travailleurs, en exemptant les entreprises de plateforme de leurs obligations patronales et en sapant les droits des travailleurs.

Ce n'est là qu'un exemple des nombreuses façons dont la pandémie a aggravé les vulnérabilités des travailleurs dans un paysage déjà non réglementé. Elle a démontré, une fois de plus, que le capital finit toujours par l'emporter. Dans le monde entier, la demande de droits garantissant des protections minimales aux travailleurs a été contrecarrée par les puissants lobbys des entreprises et les forces politiques des gouvernements locaux et nationaux.

## **C'est cette main-d'œuvre précaire, délocalisée et externalisée qui soutient l'économie des plateformes.**

Mais on ne peut pas permettre à l'absence ou à la perte de droits de devenir la nouvelle norme. La situation exige de repenser de toute urgence la manière de poursuivre et de renforcer la lutte pour les droits des travailleurs dans le contexte postpandémique. Quelles stratégies faut-il adopter face à l'opportunisme né du confinement? Comment articuler un agenda capable de concilier les droits des migrants et les droits des femmes avec l'agenda pour les droits du travail et les droits numériques?

Si la pandémie a exacerbé la vulnérabilité des travailleurs, elle offre également à la pédagogie sociale une occasion de répondre à ces questions. Vu sous cet angle, la crise

actuelle pourrait être le point de départ de transformations à long terme en faveur de la durabilité de la vie. Il est impératif que nous saisissons ce moment pour mettre en avant un nouvel agenda de justice numérique qui soit attentif aux droits du travail.

Flora Partenio est membre du comité exécutif du réseau DAWN. Elle est professeure de Relations du travail et d'études de genre à l'université nationale Arturo Jauretche, à l'université nationale San Martin et à l'université nationale Mar del Plata, en Argentine. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences sociales de l'université de Buenos Aires (UBA). 🍌

## Références

Banga. K., (2020). 'Can the Digital Economy Help Mitigate the Economic Losses from COVID-19 in Kenya?', ODI, consulté le 24 janvier 2022. [\[pdf\]](#)

ECLAC/ILO., (2019). "Employment Situation in Latin America and the Caribbean : Evolution and Prospects for Women's Labour Participation in Latin America ", n° 21 (LC/TS.2019/66), Santiago.

ECLAC/ILO., (2020). "Employment Situation in Latin America and the Caribbean . Work in times of Pandemic: The Challenges of the Coronavirus Disease " (COVID-19)', n° 22 (LC/TS.2020/46), Santiago.

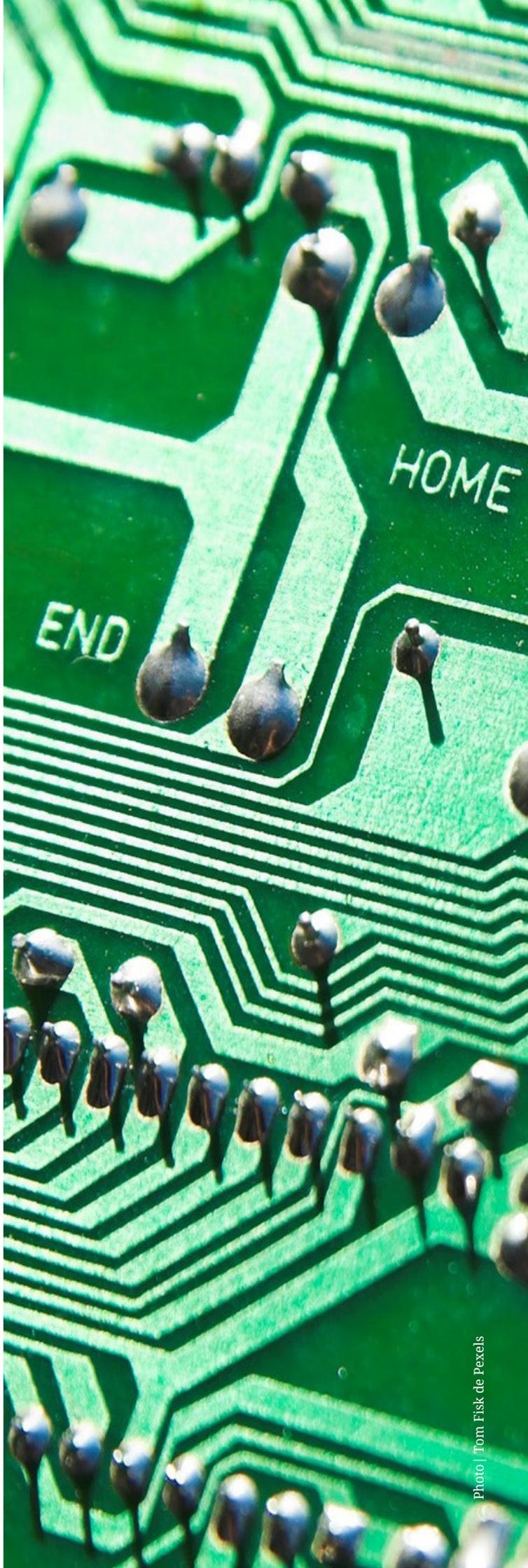
Gurumurthy. A., and Chami. N., (2020). 'A 3-Point Agenda for Platform Workers; as if the South Matters', *Bot Populi*, consulté le 24 janvier 2022. [\[online\]](#)

Partenio. F., Cordero. K. H., and Castro. B. V., (2020). 'Pandemic Meets Precarity: The Case of Platform Delivery Work in Latin America', *Bot Populi*, consulté le 24 janvier 2022. [\[online\]](#)



### Flora Partenio

**Flora Partenio** fait partie du mouvement féministe en Argentine. Ses domaines de travail comprennent les études du travail, les relations industrielles, les droits du travail et les mouvements de travailleurs. Elle travaille sur des alternatives à développement sous l'angle de l'économie du soin, de l'écologie et de l'économie sociale et solidaire. Flora fait partie de l'équipe de mobilisation sociale de DAWN et coordonne l'école d'économie féministe de DAWN avec Corina Rodríguez Enríquez. Flora est une ancienne élève de la formation Genre, justice économique et écologique (GEEJ) de DAWN et membre du comité exécutif de DAWN. Comité. Flora est titulaire d'un doctorat en sciences sociales de l'Université de Buenos Aires. Elle est professeur de relations de travail à l'Institut des sciences sociales et de l'administration de l'Université nationale Arturo Jauretche (UNAJ) et au programme d'études supérieures en études féministes (UNSAM). Elle est co-directrice du Virginia Bolten Free Program « Building Popular Féminismes dans notre Amérique » à l'Université nationale de La Plata (UNLP).



**LA  
QUATRIÈME  
RÉVOLUTION  
INDUSTRIELLE  
AUX FIDJI**

*par Sala Weleilakeba*

↑

**S**i les ordinateurs étaient le principal moyen d'accéder à Internet dans les années 1990 et au début des années 2000, c'est l'introduction puis l'omniprésence du smartphone, avec sa commodité et sa portabilité, qui a propulsé l'essor d'Internet aux Fidji au cours de la dernière décennie (Wilmer, Sherman et Chein, 2017). Cet article suit l'évolution de la technologie et de la numérisation aux Fidji, examine comment les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont galvanisé la quatrième révolution industrielle dans le pays et examine l'impact sur les femmes.

## Évolution de la technologie et de la numérisation aux Fidji

Au début des années 2000, les Fidji ne comptaient que 23 000 utilisateurs d'Internet, soit 2,8% de la population de l'époque. Au cours des deux dernières décennies, ce chiffre est passé à plus de 634 000 utilisateurs, soit 70,5% de la population (Kemp, 2021). Comme dans de nombreux autres pays en développement, les obstacles qui se posent à une pénétration<sup>1</sup> accrue d'Internet sont le manque d'infrastructures (électricité, ordinateur personnel, ligne téléphonique) et l'accessibilité financière. Malgré ces revers, les îles du Pacifique connaissent une transformation numérique susceptible d'affecter sensiblement la façon dont les gens apprennent, communiquent, participent au débat politique, coordonnent leurs activités et accèdent aux services.

## **Les TIC favorisent la quatrième révolution aux Fidji (et dans la région)**

L'un des principaux facteurs à l'origine de la transformation numérique aux Fidji est la déréglementation et la réforme du secteur des télécommunications, qui a rendu abordable l'accès à la propriété d'un téléphone portable et soutenu l'essor de son utilisation (Cave, 2012). Avant de mettre fin au monopole sur les télécommunications, les Fidji avaient des prix de téléphonie mobile parmi les plus élevés au monde (Minges et Gray, 2004). Depuis, le nombre de connexions mobiles a augmenté pour atteindre 1,25 million en janvier 2021, soit le double de la population du pays (Kemp, 2021). Comme partout ailleurs dans le monde, aux Fidji aussi les jeunes sont les premiers à adhérer aux nouvelles technologies numériques, soutenant et accélérant la révolution des TIC dans le pays. Pour un nombre croissant d'habitants des îles du Pacifique, le téléphone mobile est un moyen de surmonter les difficultés démographiques, géographiques et économiques. L'éloignement géographique, par exemple, est atténué lorsqu'on peut avoir recours à des services et des applications en ligne pour se connecter aux services de santé, transférer de l'argent, accéder à du matériel pédagogique et organiser des événements, le tout à partir d'un téléphone portable conventionnel (Cave, 2012).

**Pour un nombre croissant d'habitants des îles du Pacifique, le téléphone mobile est un moyen de surmonter les difficultés démographiques, géographiques et économiques.**

Une autre utilisation importante de la technologie numérique concerne l'argent mobile. Le marché fidjien est relativement développé, avec des services de banque mobile proposés par les principaux fournisseurs de téléphonie mobile tels que Vodafone et Digicel, et par des institutions bancaires telles que ANZ, BSP, Westpac, etc. En fait, les Fidji ont été l'un des premiers pays de la région à lancer des services d'argent mobile. Avec la prédominance des services de stockage en nuage, la sauvegarde des données et les applications en ligne sont également concernées.

## L'utilisation du mobile soutient la progression des médias sociaux

La pénétration de la téléphonie mobile aux Fidji et dans l'ensemble des îles du Pacifique<sup>2</sup> a coïncidé avec l'essor mondial des médias sociaux et a contribué au développement de ces plateformes dans la région. Avec plus de 610 000 utilisateurs en janvier 2021, Facebook représente une part importante de l'utilisation d'Internet aux Fidji. Rien qu'entre 2020 et 2021, ce réseau social a gagné 50 000 utilisateurs (Kemp, 2021). Il s'agit d'une augmentation considérable par rapport à il y a seulement cinq ans. En 1997, par exemple, seulement 0,22% des Fidjiens avaient accès à Facebook (Chanel et Whippy, 2019). La plupart des Fidjiens qui accèdent à Internet par le biais de leur téléphone portable, l'utilisent pour aller sur des plateformes de médias sociaux qui leur permettent de se connecter les uns aux autres, de former des réseaux en ligne, de partager du contenu, de projeter des opinions, de promouvoir des débats et de coordonner des activités d'une manière inimaginable il y a seulement quelques années (Cave, 2012). Il en résulte l'émergence d'une "génération numérique" du Pacifique, composée de militants, de penseurs, d'informateurs et d'influenceurs.



L'un des impacts les plus importants de la révolution des TIC aux Fidji est la capacité accrue des citoyens à créer et à participer à des réseaux en ligne destinés à exiger une meilleure gouvernance (Couts, 2012). Facebook et Twitter ont fourni aux Fidjiens des moyens faciles et peu coûteux de participer à des dialogues nationaux, régionaux et

## **Le fossé technologique entre les sexes a un impact négatif sur le potentiel de croissance économique et de développement des Fidji.**

internationaux. Les blogs en ligne sont devenus l'espace privilégié de l'activisme politique depuis avril 2009, date à laquelle le gouvernement fidjien a imposé la censure des médias et des restrictions à la liberté d'expression et de réunion. Même après la levée officielle de la censure des médias en janvier 2012, les sanctions en cas d'infraction sont restées en place (Perrottet, 2012). La révolution des TIC aux Fidji

a donc permis l'expansion de la "démocratie numérique", c'est-à-dire l'utilisation des technologies numériques dans les processus politiques et de gouvernance ainsi que dans les demandes de responsabilité et de transparence émanant de la société civile. Les activistes numériques ne sont pas les seuls à adopter les médias sociaux. Les gouvernements et les institutions multilatérales du Pacifique utilisent également ces outils avec plus ou moins de succès (GSMA, 2019).

## **Implications de la numérisation pour les femmes**

En janvier 2021, les Fidji comptaient une population estimée à un peu moins de 900 000 habitants, dont 49,4% de femmes. Si la révolution numérique recèle un immense potentiel d'amélioration des résultats sociaux et économiques pour les femmes, elle présente également un risque de renforcement des modèles existants d'inégalité entre les sexes. Premièrement, un écart numérique important entre les sexes dans le secteur de l'éducation a conduit à l'encodage de préjugés sexistes dans la technologie et à la promotion de stéréotypes masculins dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) (Makarova, Aeschlimann et Herzog,

2019). Les femmes continuent d'être sous-représentées (et sous-payées) dans les STEM, car la discrimination et les préjugés sexistes renforcent les stéréotypes culturels sur les femmes et leur compétence dans ces domaines dominés par les hommes (Kong et al., 2020). Deuxièmement, en raison des évolutions du monde du travail, notamment la précarisation des emplois, la sous-représentation des femmes dans les domaines technologiques amplifie les préjugés sexistes au sein des systèmes d'intelligence artificielle (IA) et d'apprentissage automatique (UNESCO, 2020). Les algorithmes des systèmes d'IA et d'apprentissage automatique peuvent potentiellement renforcer et exacerber les stéréotypes de genre en utilisant des ensembles de données qui portent les suppositions et les préjugés inhérents des développeurs d'algorithmes. L'IA peut également avoir un impact négatif sur l'autonomisation économique et les opportunités du marché du travail des femmes en conduisant à l'automatisation des emplois. Des études menées par l'Institute of Women's Policy Research ont révélé que le risque d'être déplacé en raison de l'automatisation des emplois est nettement plus élevé pour les femmes que pour les hommes. Troisièmement, les publics des plateformes renforcent les non-libertés. Par exemple, la vengeance pornographique est une préoccupation croissante aux Fidji. L'accès accru à Internet facilite le téléchargement et le partage d'images et de vidéos privées et/ou intimes, et les femmes et les jeunes filles sont la cible disproportionnée de ces attaques en ligne (FWRM, 2018).

En conclusion, la technologie et Internet peuvent être de formidables catalyseurs pour les filles, mais le manque d'opportunités, de compétences et la peur de la discrimination empêchent grand nombre d'entre elles d'utiliser et de créer des outils numériques et du contenu en ligne. Le fossé technologique entre les sexes a un impact négatif sur le potentiel de croissance économique et de développement des Fidji. En prenant les données d'utilisation d'Internet comme indicateur, l'UIT estime que l'écart entre les sexes est plus prononcé dans les pays en développement, avec un taux d'utilisation d'Internet inférieur de 16% pour les femmes par rapport aux hommes, contre 2% dans les pays développés (E-Government for Women's Empowerment in Asia and the Pacific, 2018). Pour atteindre l'égalité des sexes, les filles et les femmes ont besoin d'une égalité d'accès à la technologie, à la formation numérique et à un Internet sûr. Compte tenu du fait que plus de 90 % des emplois dans le monde ont déjà une composante numérique, les gouvernements doivent investir pour doter les femmes et les filles de compétences numériques en privilégiant l'enseignement des matières liées aux TIC. La technologie est également un outil formidable pour les militantes et a le potentiel de permettre une action organisée en faveur de causes communes. 🌟

## Références

Cave, D., (2012). "Digital Islands: How the Pacific ICT Revolution is Transforming the Region", Lowy Institute, 21 Novembre. [\[online\]](#)

Chanel, A., et Whippy, D., (2019). "The Internet and Fiji's Future", Fiji Sun, 18 juillet, p. 66. [\[pdf\]](#)

Couts, G., (2012). "Tech Savvy Youth Sought for Pacific Tech Camp", ABC Radio Australia, 15 Novembre. [\[online\]](#)

*E-Government for women's Empowerment in Asia and the Pacific, (2018). "Gender Equality and Women's Empowerment Priorities in Fiji"* [\[online\]](#)

*FWRM, (2018). "The Right to Privacy in the Digital Age"*. [\[pdf\]](#)

*Elon University, (n.d). "Imaging the Internet", consulté le 30 Octobre 2021.* [\[online\]](#)

*Groupe Speciale Mobile Association, (2019). "The Mobile Economy: Pacific Islands 2019"*. [\[pdf\]](#)

Kemp, S., (2021). "Digital 2021: Fiji", DataReportal, consulté le 11 Février 2021. [\[online\]](#)

Makarova, E., Aeschlimann, B., et Herzog, W., (2019). "The Gender Gap in STEM Fields: The Impact of Gender Stereotype on Math and Science on Secondary Students' Career Aspirations", *Frontiers in Education*. Vol 4, n° 60, DOI [\[online\]](#)

Minges, M., et Gray, V., (2004). "Bula Internet : Fiji ICT Case Study", The Telecommunications Union. [\[pdf\]](#)

Perrottet, A., (2012). "Fiji: Self-censorship Claims and Denials Fuel Media Debate", Pacific Media Watch, consulté le 12 Septembre 2021. [\[online\]](#)

UNESCO - Division pour l'égalité des genres. (2020). "Artificial Intelligence and Gender Equality: Key Findings of UNESCO's Global Dialogue", UNESCO. [\[pdf\]](#)

Wajcman, J., Young, E., et Fitzmaurice, A., (2020). "Discussion Paper: The Digital Revolution: Implications for Gender Equality and Women's Rights 25 Years After Beijing", ONU Femmes, consulté le 07 décembre 2021. [\[pdf\]](#)

Wilmer, H. H., Sherman, L. E., et Chein, J. M., (2017). "Smartphones and cognition: A Review of Research Exploring the Links between Mobile Technology Habits and Cognitive Functioning", *Frontiers in Psychology*, Vol. 8, No. 605, DOI [\[online\]](#)

## Notes de fin de document

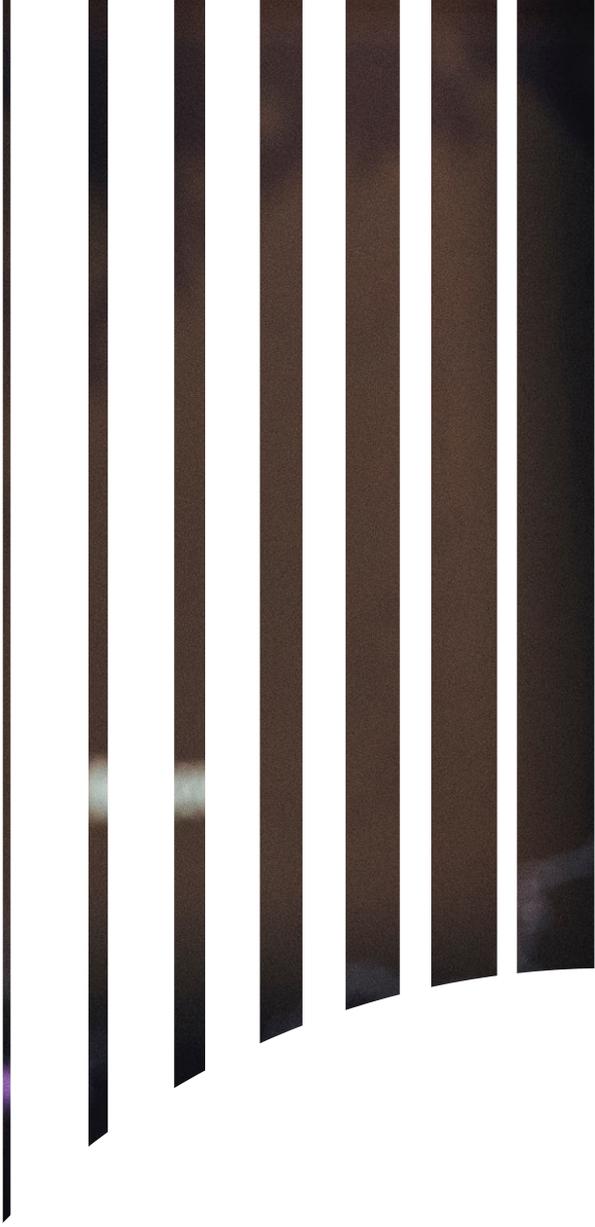
1- La pénétration d'Internet est la relation entre le nombre d'utilisateurs d'Internet dans un pays et ses données démographiques.

2- La pénétration de la téléphonie mobile fait référence au nombre d'abonnements de téléphonie mobile pour 100 personnes. Ces chiffres doivent être considérés dans le contexte où certains individus ont plus d'un abonnement de téléphone mobile (c'est-à-dire une carte SIM). En outre, il n'est pas rare qu'une famille ou une communauté partage un abonnement de téléphonie mobile. [\[online\]](#)



### Sala Weleilakeba

**Salanieta Weleilakeba (Sala)** est agente de recherche de DAWN basée aux Fidji et travaille pour DAWN depuis 2020. Elle est titulaire d'un baccalauréat en politique et relations internationales et en anthropologie de l'Université James Cook. Elle a une formation en politique, communication et travail juridique avec plus de 5 ans d'expérience dans ces domaines.



# LA GOUVERNEMENTALITÉ NUMÉRIQUE AUX FIDJI PENDANT LE COVID-19

*par Damien Gock*

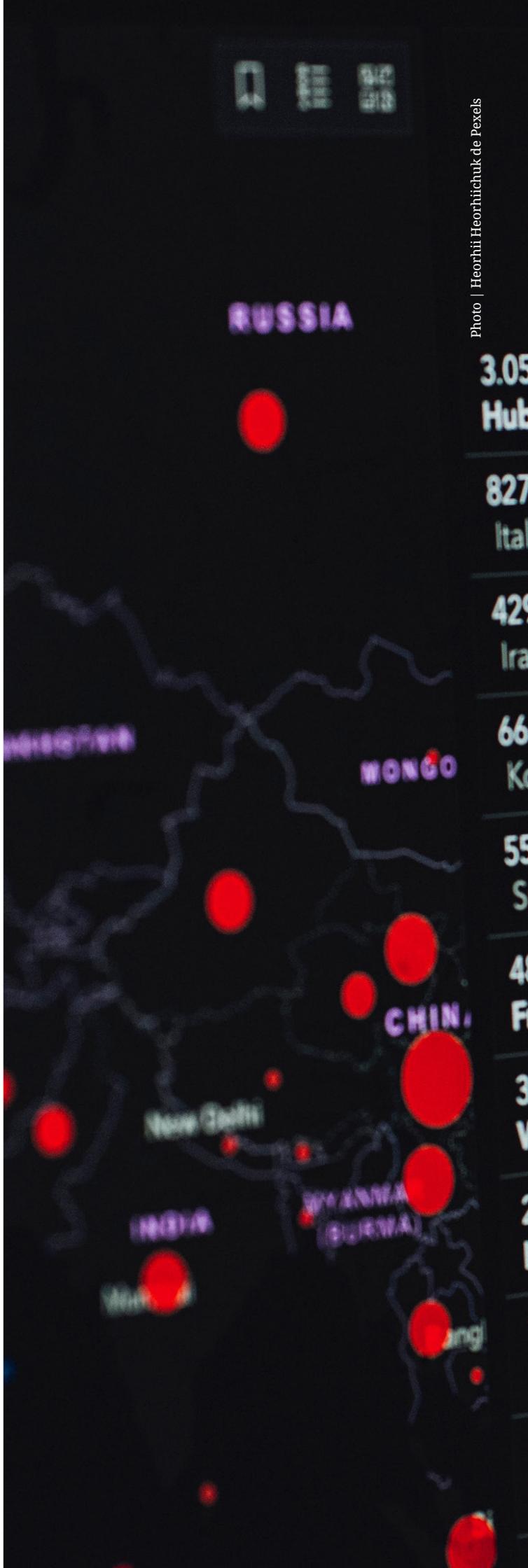


Photo | Heorhii Heorhichuk de Pexels

  
**S**

elon Michel Foucault, le biopouvoir implique l'exercice du pouvoir, en particulier pour contrôler les populations “ par le biais de techniques aussi diverses que les recensements, les scrutins, l'hydrographie et les polices d'assurance “ (Kelly, 2010, p. 4). Cet article examine brièvement l'articulation croissante du biopouvoir sur la mobilité et l'accès aux services sociaux et aux efforts de numérisation aux Fidji pendant la pandémie de Covid-19. Il utilise le cadre analytique des transformations politiques du réseau DAWN (Llavneras Blanco et Cuervo, 2021) pour situer cette articulation du biopouvoir dans les processus politiques et les réponses politiques qui ont émergé à la suite de la pandémie avec des implications claires pour le corps, c'est-à-dire, à quel endroit appartiennent les corps et comment, sont-ils inclus ou exclus, sont-ils considérés essentiels, etc. À partir d'un prisme féministe intersectionnel, le cadre cherche à examiner les changements de politique pendant la pandémie dans quatre domaines politiques larges mais interconnectés<sup>1</sup>, qui sont liés à des questions critiques telles que l'importance croissante du numérique dans les relations de pouvoir, affectant notamment l'accès aux services sociaux, à l'éducation et à l'emploi (ibid). Ainsi, cet article explore la numérisation comme une forme de biopouvoir qui mérite un examen plus poussé, en particulier dans le contexte des crises multiples et superposées provoquées par la pandémie.

Selon Chawala et Joshi (2021), les écosystèmes numériques qui utilisent les données des citoyens sont créés dans le but de “faciliter [les] processus de gouvernance urbaine et de production économique”. Les auteurs soulignent avec pertinence les leçons tirées de l'échec des grands pays qui ont entrepris de numériser les données pour façonner leurs politiques sans instituer de mécanismes de gouvernance transparents et participatifs (ibid.).

Dans son projet de budget national 2021-2022, le gouvernement fidjien inclut un programme de numérisation qui “ établit l'harmonisation des données “ dans les différents services gouvernementaux (Gouvernement de Fidji, 2021a). Selon le projet de budget, le système de registre de vaccination Covid et les applications mobiles<sup>2</sup> qui permettent de suivre les déplacements des personnes peuvent être utilisés pour “augmenter considérablement l'accessibilité des services gouvernementaux” (ibid., p. 69)<sup>3</sup>. Cette base de données centralisée contiendrait des informations sur les personnes telles que les certificats de naissance, les numéros de passeport, les numéros d'identification fiscale et les numéros de la caisse nationale de prévoyance, entre autres, mais excluerait, ironiquement, des données statistiques essentielles qui couvrent les intersections de l'ethnicité, de la race et des identités religieuses, dont la collecte n'est pas autorisée.<sup>4,5</sup>

**“Quoi qu’il en soit – NO JABS, NO JOBS (PAS DE PIQÛRE, PAS DE BOULOT) – c’est désormais la politique du gouvernement et elle est sanctionnée par la loi.”**

Frank Bainimarama

↑ La capacité de l’infrastructure numérique des Fidji à créer une base de données d’identification nationale centralisée - qui inclut désormais le statut vaccinal - est discutable. Un rapport de diagnostic du Fonds d’équipement des Nations Unies (FENU) indique que, dans leur tentative de développement d’une plateforme nationale d’identité numérique, les Fidji sont confrontées à des défis majeurs sous la forme de chevauchements, de duplications et de divergences d’informations, ainsi que d’informations périmées sur les personnes (FENU, 2021). Actuellement, la vérification de l’identité par des tiers n’est pas encore intégrée (ibid.). Le rapport indique également que seuls 29 % des personnes ont accès à une pièce d’identité officielle, tandis que 34 % des Fidjiens n’ont même pas accès à Internet (ibid.). Dans ce contexte, les ramifications d’une base de données d’identification nationale insuffisamment centralisée pourraient inclure des lacunes majeures dans les données nationales, ce qui, à son tour, pourrait avoir des implications sur les décisions et les orientations politiques.

Selon les analystes, les projections budgétaires des Fidji pour 2022 incluait, comme prévu, des dépenses sensiblement élevées pour les initiatives de protection sociale, 200 millions de FJD (environ 95,2 millions USD) étant alloués au soutien des chômeurs des secteurs formel et informel (Goundar, 2021). Cependant, la vaccination s’est de plus en plus imposée comme une condition préalable à l’accès aux aides en espèces et à d’autres formes d’aide sociale, ainsi qu’au maintien d’un emploi ou à l’embauche. À l’instar de la législation australienne de 2015 “no jab, no pay” (pas de piqûre, pas d’argent), qui visait à augmenter les taux de vaccination

des ménages en les liant aux prestations sociales (Yang et Studdert, 2017), les Fidji ont modifié leur règlement de 1996 sur la santé et la sécurité au travail en rendant la vaccination obligatoire sur tous les lieux de travail. Cette modification a été suivie d'une campagne de sensibilisation visant à vacciner plus de 90 % de la population cible âgée de 18 ans et plus. Le Premier ministre fidjien, Frank Bainimarama, a annoncé: "Quoi qu'il en soit – NO JABS, NO JOBS (PAS DE PIQÛRE, PAS DE BOULOT) - c'est désormais la politique du gouvernement et elle est sanctionnée par la loi."<sup>6</sup>

Dans le cadre d'autres mesures, le gouvernement a fait de la vaccination une condition préalable à l'accès aux allocations en espèces (aide au chômage) d'une valeur de 360 FJD (environ 170 USD) ou plus (Gouvernement des Fidji, 2021b). Dans le même ordre d'idées, le Fonds national de prévoyance des Fidji a imposé à leurs membres d'avoir reçu "au moins la première dose - avant le 7 août 2021"<sup>7</sup> pour pouvoir retirer leur propre argent.

Bien que les vaccinations obligatoires ne soient pas un phénomène nouveau<sup>8</sup> et que certains affirment que ces mesures sont nécessaires pour contrôler la propagation de la Covid-19, les corps sont de plus en plus soumis à des réglementations nouvelles et variées à la suite de la pandémie. Horton (2020) écrit à bon escient que la gouvernementalité de la santé, pendant cette pandémie, a exigé un contrôle politique accru qui passait par l'utilisation de "différents appareils de pouvoir... pour prendre en charge les corps" (ibid., p. 1383). Les gouvernements considèrent que la santé des citoyens est à la base de la sauvegarde de la santé économique, ajoute-t-il (Horton, 2020).

C'est là que réside le lien entre le biopouvoir – qui rend obligatoires les vaccinations pour accéder aux emplois et aux avantages sociaux - et la numérisation. Le (manque de) préparation et de capacité des Fidji à mettre en place une plateforme d'identité numérique à l'échelle nationale n'est qu'une partie du problème. Plus grave encore est l'absence d'un cadre réglementaire visible et clairement développé qui tienne compte des droits de l'homme en matière de vie privée, de libertés individuelles, de non-discrimination et d'accessibilité aux services existants. Sans oublier, pour conclure, l'absence totale de consultations publiques et de collaborations sur la numérisation. ▲

## Références

Chawala. A.S., et Joshi. D., (2021). "Smart Cities in India : Of Data Governance and Democratic Deficits", BotPopuli, consulté le 19 novembre. [\[online\]](#)

Goundar. N., (2021). 'Fiji's New Budget: Significant Fiscal Challenges'. [\[online\]](#)

Government of Fiji, (2021a). "Republic of Fiji : Budget of Estimates 2021-2022, as presented to parliament on 16 July 2021". [\[pdf\]](#)

Government of Fiji, (2021b). *Applications for Government-Funded Unemployment Assistance, open from 9 August 2021*. Communiqué de presse publié le 3 août. [\[pdf\]](#)

Munro Leys Law., (2021) 'Health and Safety at Work (General Workplace Conditions) (Amendment) Regulations 2021'. [\[pdf\]](#)

Horton, R., (2020). Offline: COVID-19 — A Crisis of Power. Comment, *The Lancet*, vol 396, 31 de Octobre.

Kelly, M.G.E., (2010). "International Biopolitics : Foucault, Globalisation and Imperialism". In *Theoria: A Journal of Social and Political Theory*, vol. 57, no. 123 (juin 2010), pp. 1-26. [\[online\]](#)

Llavaneras Blanco, M., et Cuervo, M. G., (2021). "The Pandemic as a Portal: Policy Transformations Disputing the New Normal". *DAWN*. Suva (Fidji). [\[pdf\]](#)

*The Economist*, (2021). 'Where Will You Need a Covid Passport?'. [\[online\]](#)

Nailatikau, M. (2021). "The promise and peril of statistics in Fiji", in "The Interpreter", publié par Lowy Institute, 27 Octobre 2021. [\[online\]](#)

Fonds d'équipement des Nations unies (FENU), (2021). "An Inclusive Digital Identity Platform in Fiji: Country Diagnostic", janvier 2021. [\[pdf\]](#)

Yang, Y.T., et Studdert, D.M., (2017). Linking immunization status and eligibility for welfare and benefits payments. The Australian "No Jab, No Pay" Legislation. Opinion Piece, *JAMA*, Vol 317 (8), pages 803-804. [\[pdf\]](#)

## Notes de fin de document

1- Macroeconomics, Labour and Workers' Rights, Migration and Human Mobilities, and Care and Social Protection.

2- Comme l'application careFIJI

3- Voir également: [here](#)

4- Cela a récemment abouti au licenciement du directeur général du bureau qui a publié une enquête sur les dépenses des ménages et les revenus comprenant une répartition des données sur la pauvreté par ethnie et par religion (Nailatikau, 2021).

5- Voir le rapport HIES complet ici: [here](#)

6- Voir : Déclaration du PM Bainimarama sur Covid-19 le 8 juillet 2021. [\[online\]](#)

7- Le communiqué de presse et les critères sont disponibles ici: [here](#)

8- C'est en 1951 que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a délivré pour la première fois son certificat international de vaccination, communément appelé carte jaune (The Economist, 2021).



### **Damien Gock**

**Damien Gock** est l'associé des programmes de DAWN basé aux Fidji. Fin 2017, il a commencé un stage de recherche avec DAWN et a été embauché comme agent de recherche junior de DAWN en 2018. Il a auparavant travaillé au Citizen's Constitutional Forum et à l'Université du Pacifique Sud. Il a un M.A. par la recherche en sociologie de l'Université du Pacifique Sud et poursuit actuellement un doctorat à l'Université Western Sydney.



**LA JUSTICE  
NUMÉRIQUE  
PEUT-ELLE  
RENCONTRER LA  
JUSTICE SOCIALE?  
Leçons du Kerala  
pendant la  
pandémie**

*par Vanita Nayak Mukherjee*



L'État du Kerala, dans le sud de l'Inde, riche d'une longue tradition de justice sociale, contraste avec une grande partie du reste de l'Inde. Pendant la pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement qui se sont ensuivies, un ensemble de solides mesures de protection sociale y ont été mises en œuvre. Au fur et à mesure que la pandémie s'aggravait, le Kerala a aussi progressivement numérisé certains de ses services publics. Cet article analyse la justice numérique au Kerala et ses chevauchements avec la justice sociale, en insistant particulièrement sur l'éducation en ligne.

## Justice sociale et numérique: Les connexions

Adoptant les principes d'égalité, d'accès, de participation, des droits de l'homme et de diversité comme guide normatif, ce document adopte une approche de la justice sociale qui reconnaît les inégalités au sein des sociétés, ainsi que les obstacles systémiques et structurels qui les perpétuent. La justice numérique est fondée sur les mêmes principes, mais avec des dimensions supplémentaires distinctes découlant des caractéristiques uniques d'Internet et du monde numérique.

Premièrement, la technologie numérique est une entité à deux visages. Elle peut être source d'autonomie en ce sens qu'elle permet d'améliorer les possibilités de vie et d'ouvrir de nouvelles voies d'interaction avec le monde. Mais en tant qu'outil de surveillance, de violence et d'oppression, elle peut aussi avoir des effets incapacitants. Deuxièmement, contrairement aux biens publics tels que l'eau, l'électricité et les routes, pour lesquels une infrastructure et des points de distribution communs se traduisent par un accès pour tous les membres d'un foyer, l'accès à l'internet est "atomisé", transitant par des gadgets

intelligents détenus/utilisés individuellement, tels que les smartphones et les ordinateurs portables. Troisièmement, même lorsque les gadgets intelligents sont partagés au sein des ménages, leur accès et leur utilisation sont inégaux, car le pouvoir et les hiérarchies de genre entraînent une privation numérique. Les hommes/garçons sont plus nombreux à posséder des smartphones (et des ordinateurs portables) que les femmes et les filles<sup>1</sup>. La hiérarchie des âges s'inverse toutefois, puisque les jeunes, principalement les hommes, ont accès aux gadgets plutôt que la génération plus âgée<sup>2</sup>. Le fait d'être féru de technologie et d'avoir une culture numérique donne un avantage aux jeunes, mais ces mêmes compétences ne se traduisent pas toujours par un accès pour les filles<sup>3</sup>. Quatrièmement, malgré la nature décentralisée d'Internet, il subsiste un énorme écart d'accès entre les privilégiés et les non-privilégiés, la population rurale et urbaine, etc. À l'instar de la justice sociale, la justice numérique reconnaît une égalité substantielle, où les différents groupes sociaux n'ont accès aux opportunités de connaissance, de pouvoir et de ressources qu'en fonction de leur situation socio-économique, politique et culturelle.<sup>4</sup>

**Pendant la pandémie, le Kerala a emprunté la voie numérique pour fournir des services publics, notamment des soins d'urgence (et de télémédecine) aux personnes âgées, en particulier les femmes seules.**

## **Justice sociale et numérique au Kerala pendant la pandémie<sup>5</sup>**

Les initiatives de justice sociale au Kerala comprennent des politiques efficaces en matière de santé et d'éducation, ainsi qu'un rempart d'institutions d'autogouvernance locale décentralisées et fortes, connues sous le nom de panchayats. Bien qu'ils soient loin d'être parfaits, les panchayats du Kerala affichent un robuste bilan en matière de consolidation de la démocratie, constituant une solide structure pour la gouvernance après une série d'interventions de l'État en vue de renforcer les capacités et fournir du soutien technique<sup>6</sup>. Un réseau de 4,5 millions de groupes de quartier forts dirigés par des femmes, appelés kudumbasree<sup>7</sup>, favorise et soutient les panchayats.

## Services, investissements et infrastructures numériques

Pendant la pandémie, le Kerala a emprunté la voie numérique pour fournir des services publics, notamment des soins d'urgence (et de télémedecine) aux personnes âgées, en particulier les femmes seules. Un portail en ligne adapté aux personnes handicapées, accessible par les smartphones et les ordinateurs portables, fournit gratuitement des services de médecine générale et de soins spécialisés. L'enseignement dans les écoles publiques est 100% numérique.<sup>8,9</sup> Reconnaissant qu'Internet est un droit fondamental des citoyens et considérant le développement des compétences, l'alphabétisation numérique et le renforcement des ressources humaines comme une priorité,<sup>10</sup> le Kerala a réalisé d'importants investissements dans les infrastructures informatiques<sup>11,12</sup> et les institutions de soutien connexes.<sup>13,14,15</sup> Avec 56%, le Kerala a le deuxième taux de pénétration de l'Internet à large bande en Inde, après celui de la capitale nationale, Delhi, qui est de 69%<sup>16</sup>. La proportion de femmes ayant accès à un téléphone portable est la plus élevée dans les zones rurales du Kerala (environ 92,4%), et la deuxième plus élevée dans les zones urbaines (91,8%). Pour l'ensemble de l'Inde, l'accès des femmes aux téléphones mobiles était globalement de 47,8%, avec 41,6% dans les zones rurales et de 62,7% dans les zones urbaines.



## Des initiatives numériques dans les écoles publiques à l'enseignement virtuel à domicile pendant la pandémie

Les écoles du Kerala financées par l'État ont atteint la parité des sexes pour ce qui est des inscriptions au degré supérieur de l'enseignement secondaire, avec 51,8 % de filles contre 48,2 % de garçons.<sup>17</sup> La transition à un enseignement 100 % numérique et à des classes intelligentes est également achevée dans ces écoles.<sup>18 19</sup>

Pendant la pandémie, le programme First Bell, lancé pour démocratiser la transition de l'enseignement numérique dans les salles de classe aux cours en ligne à domicile, a eu recours à une stratégie mixte. En mettant à profit le taux élevé d'accès à la télévision des élèves chez eux (94%) grâce à la technologie satellitaire, les cours ont été diffusés en continu (en streaming) pour assurer un accès universel et renforcés par des cours répétés sur Facebook, YouTube et WhatsApp. La disponibilité des cours en ligne ne s'est pas toutefois automatiquement traduite par un accès universel. Des enquêtes ont révélé que 260 000 (6%) élèves du Kerala issus de foyers défavorisés et vivant dans des zones reculées n'avaient pas accès à un téléviseur, un ordinateur portable ou un smartphone, ni à l'infrastructure nécessaire pour les faire fonctionner.<sup>20</sup>

Une campagne de mobilisation des ressources menée par les panchayats dans leurs zones géographiques respectives pour permettre l'accès aux classes First Bell a motivé une généreuse contribution de la communauté sous forme de smartphones et de téléviseurs. Des classes en ligne pour de petits groupes ont été organisées dans les quartiers. Des groupes WhatsApp dirigés par des enseignants ont permis de fournir une aide aux devoirs.

Il y a environ 12 500 élèves handicapés dans le système scolaire public et 90 902 élèves appartiennent aux communautés indigènes du Kerala concentrées dans des zones éloignées. L'enseignement en ligne à domicile pour les étudiants porteurs des six types de handicap identifiés exige une adaptation du contenu et de la pédagogie des leçons aux besoins spécifiques de chaque type de handicap, ainsi que des cours conçus spécialement chaque niveau et chaque matière. Pour les élèves des communautés indigènes, des efforts considérables ont été déployés pour améliorer l'accès aux centres communautaires, avec des téléviseurs ou des ordinateurs portables installés par les panchayats, pour adapter la pédagogie et surmonter les barrières linguistiques.

# Conclusion

La justice numérique au Kerala repose sur une longue tradition d'engagement de l'État en faveur de la justice sociale. Des investissements soutenus dans la santé et l'éducation ont donné des résultats inattendus et positifs pendant la pandémie. La numérisation à 100% de l'enseignement public a permis à l'État de se préparer et de tirer parti des outils, de la technologie et de la télévision pour atteindre une couverture quasi universelle de l'enseignement en ligne, y compris pour les étudiants handicapés et ceux des communautés indigènes. Les racines profondes de la gouvernance décentralisée dans plus de 1 000 panchayats constituent un deuxième élément essentiel de la réussite du Kerala.

Les panchayats ont élaboré des stratégies clés pour institutionnaliser l'égalité effective en vue de l'inclusion universelle. L'évaluation des besoins spécifiques des ménages, en particulier de ceux qui sont en marge, a permis de mettre en place des interventions personnalisées et des actions de proximité pour un accès équitable et égal pour tous - la clé de la justice numérique. ▲

## Notes de fin de document

1- <https://www.youthkiawaaz.com/2019/10/the-modern-discrimination/>; "Understanding barriers to and impacts of women's mobile phone adoption in India" par Giorgia Barboni et al., 2018, étude de la Harvard Kennedy School; <https://www.indiaspend.com/wide-gender-gap-in-mobile-phone-access-is-hurting-indias-women/>;

2- <https://www.statista.com/statistics/751005/india-share-of-internet-users-by-age-group/>;

3- Kovacs, A., "Chupke, Chupke": Going Behind the Mobile Phone Bans in North India, 2017, [https://genderingsurveillance.internetdemocracy.in/phone\\_ban/](https://genderingsurveillance.internetdemocracy.in/phone_ban/); Dans certaines communautés du nord de l'Inde, les aînés et les hommes ont interdit les téléphones portables aux filles, pour empêcher leur accès à un monde facilité par le numérique en dehors des contrôles patriarcaux stricts.

4- Contrairement à "l'égalité formelle" qui suppose que l'État assure l'égalité par le biais de lois, de politiques et de programmes ayant un impact égal pour tous les citoyens, indépendamment de leur localisation, de leur condition ou de leur position.

5- Une version plus longue de cet article est publiée sur [www.dawnfeminist.org](http://www.dawnfeminist.org)

6- KILA - l'Institut du Kerala pour l'administration locale fournit un soutien institutionnel aux Panchayats par un renforcement rigoureux des capacités en matière de leadership, de questions de genre dans la gouvernance, etc.

7- Les femmes de Kudumbasree jouent un rôle essentiel dans les panchayats en effectuant toutes les démarches auprès des travailleurs de première ligne - les ASHA, les enseignants et les aides d'Anganwadi. Pendant les crises, elles assument de multiples responsabilités qui vont au-delà de leur description de poste. Le masque, la production d'EPI et la préparation de 300 000 repas par jour dans les 1243 cuisines communautaires ont été gérés par Kudumbasree.

8- Voir le premier lien sur le fonctionnement de l'application E-Sanjeevani pour les personnes malvoyantes du Kerala. [\[online\]](#)

9- Le Kerala compte 7 millions de personnes âgées de plus de 65 ans. Les personnes vivant seules bénéficient de services à domicile, avec des visites hebdomadaires d'agents de santé et de conseillers et un stock régulier de produits d'épicerie, de médicaments et d'articles de première nécessité. [\[online\]](#)

10- La vision politique de l'autonomisation numérique des citoyens met l'accent sur les principes de "liberté, d'ubiquité (lire universel), d'inclusion, de transparence, de sûreté et de sécurité pour tous".

11- La mission Akshaya Kerala sur l'e-gouvernance et l'alphabetisation numérique a été le plus grand réseau rural sans fil à large bande du monde, en 2002, à avoir mis en synergie l'inclusion numérique et l'inclusion sociale. Il a été reproduit à grande échelle dans le reste du pays sous la forme des CSC (Common Service Centres).

12- Les politiques informatiques de 1998 et 2017 sont toutes deux des initiatives du gouvernement de coalition du Front démocratique de gauche [pdf]

13- KSITIL est une société anonyme. [https://ksitil.kerala.gov.in/telecom\\_infrastructure](https://ksitil.kerala.gov.in/telecom_infrastructure); Pour un plan détaillé de l'infrastructure numérique et d'autres initiatives informatiques connexes, voir le rapport "Digital Kerala" de la mission informatique de l'État du Kerala, 2016.

14- <https://www.fonearena.com/blog/297415/kerala-government-kfon-project-fiber-connection-december-2020.html>; K-Fon est une coentreprise entre le Kerala State Electricity Board et la Bharat Electronics Limited (BEL).

15- <https://kiifb.org/actvtis.jsp?vdl>; KIIFB a mis en place un programme de billets à moyen terme (MTN) garantis d'un montant de 50 milliards d'INR qui est doublement coté sur le marché international des valeurs mobilières de la Bourse de Londres et de Singapour. Cela permet à la KIIFB d'accéder au marché obligataire international par l'émission d'obligations "Masala".

16- <https://www.onmanorama.com/business/news/2020/05/14/internet-penetration-in-india-iamai-report.html>;

17- Source: Direction de l'enseignement secondaire supérieur, 2017-18 tel que rapporté dans "Kerala Economic Review" 2017. Le taux de scolarisation global des filles est d'environ 49%. Elles sont plus nombreuses que les garçons au stade du secondaire supérieur, ce qui indique que le taux d'abandon des garçons est plus élevé à ce niveau.

18- <https://kerala.gov.in/it-school>; Kerala IT Policy, 2017.

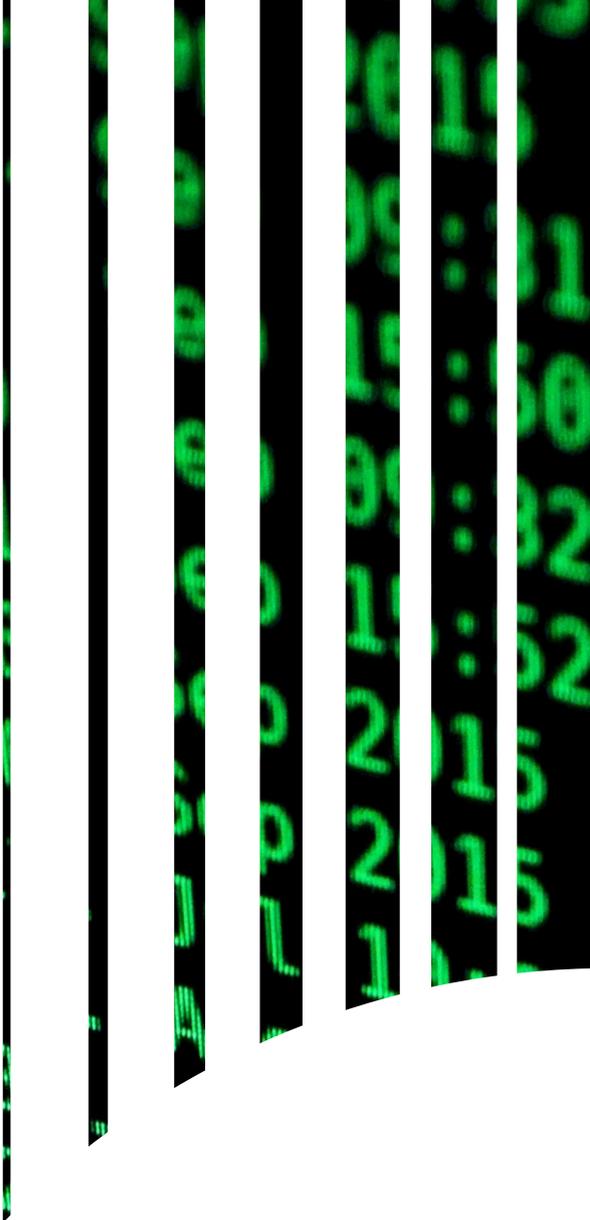
19- L'initiative d'éducation numérique fait partie de la "Public Education Rejuvenation Mission" de la mission "Nava Keralam" ou "New Kerala" de 2016.

20- Une jeune fille tribale s'est suicidée car la télévision de sa maison ne fonctionnait pas. Ironiquement, elle se trouvait parmi les élèves indiqués par les enseignants pour obtenir de l'aide afin d'accéder aux cours en ligne de First Bell.



## Vanita Nayak Mukherjee

**Vanita Nayak Mukherjee** est une militante féministe et chercheuse indienne. Elle est membre du comité exécutif de DAWN et codirige la campagne DAWN-TWN Feminists for a People's Vaccine (FPV), ainsi que l'équipe d'analyse thématique sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR) de DAWN. Vanita fait partie des mouvements féministes et sociaux du Kerala, en Inde, depuis le début des années 1980, et a travaillé avec des groupes et des réseaux féministes de base à divers titres, contribuant au plaidoyer, au renforcement des capacités et à la recherche-action. Elle est titulaire d'une maîtrise en études de genre de l'Institut d'études sociales de l'Université Erasmus, aux Pays-Bas, et d'une licence en biologie. Vanita a été chargée de programme et plus tard, conseillère principale sur le genre aux bureaux de la Fondation Ford en Inde, au Népal et au Sri Lanka, dirigeant les portefeuilles de la société civile et de la justice sociale, et les portefeuilles de la justice sur le genre, la race et l'ethnie.



**GOUVERNANCE  
DES DONNÉES ET  
DE L'INTELLIGENCE  
ARTIFICIELLE**

*par Cecilia Alemany  
et Anita Gurumurthy*



**L**a révolution du big data et les technologies associées d'apprentissage automatique (machine learning -ML) qui rendent possibles de nouveaux modes de production dans lesquels l'intelligence numérique est un facteur, inaugurent un changement de paradigme. Alors que les lois relatives aux données et à l'intelligence artificielle (IA) sont encore rudimentaires dans la plupart des pays, les inquiétudes concernant les biais inhérents à l'IA et leurs conséquences sur les droits fondamentaux, notamment le droit à l'égalité et à la non-discrimination, sont signalées par les groupes de défense des droits civils. Les employés des grandes entreprises numériques s'élèvent également contre la militarisation du cyberspace par le lien entre l'État et les entreprises. Cet article met en lumière les préoccupations liées à la révolution des données et propose des moyens de repenser la gouvernance des données et de l'IA.

Le contexte numérique présente des possibilités pour une quatrième révolution industrielle et l'intelligence numérique obtenue par le traitement des données peut fournir aux pays en développement les moyens nécessaires pour réaliser une transformation structurelle et parvenir à un avantage concurrentiel. En même temps, la réglementation des données doit tenir compte des préoccupations à l'égard de la polyvalence des données, en reconnaissant l'inaliénabilité des données par rapport à l'identité personnelle, mais aussi en restant conscient de l'enfermement des données en tant que ressource économique. Il est impératif de gérer et de réglementer les flux de données transfrontaliers en accordant toute l'attention nécessaire à la protection des données personnelles par le biais d'un large éventail de politiques nationales et mondiales en matière de données: politiques industrielles numériques, politiques commerciales, politiques sociales et politiques de développement.

## Le marché des données

Les entreprises de plateforme comptent parmi les sociétés transnationales les plus puissantes, alimentées par des algorithmes (instructions mathématiques qui traitent les données) qui exploitent nos données. Qui plus est, les entreprises transnationales utilisent nos données comme ils leur appartenaient. Il est presque impossible pour les citoyens de naviguer sur le terrain complexe du “consentement”, souvent recommandé comme solution sur le marché des données, pour prendre des décisions sur les données à partager, avec qui et pour quoi faire. En tant qu’entrants tardifs dans le jeu des données, la plupart des pays en développement ne disposent pas d’ensembles de données robustes et lisibles à la machine. Par conséquent, ces pays ne sont peut-être pas encore prêts et bien préparés à mettre en place des infrastructures numériques et de données, y compris des biens publics adaptés à la nouvelle ère numérique.

## Implications pour les pays en développement

↑ Il n’est pas surprenant que les nations en développement soient devenues “les terrains d’extraction des données, dans le pire des cas, et les services d’appui ou les grappes de serveurs pour le traitement des données bas de gamme, dans le meilleur des cas” (Gurumurthy, Bharthur et Chami, 2018). Les inégalités structurelles se reproduisent à la fois entre les pays et au sein des pays dans l’économie numérique. En l’état actuel des choses, le Sud global risque de devenir un terrain de jeu d’innovations non réglementé pour les géants de la technologie si des mesures politiques adéquates et complètes pouvant régir leurs opérations ne sont pas élaborées (IT for Change, 2018). Les défis pour les pays en développement comprennent le “manque de coordination pour l’innovation, le manque de compétence pour mobiliser les ressources nationales, l’incapacité à créer des liens, la faible résilience du secteur des entreprises au niveau national, l’évasion fiscale et l’incapacité à réglementer la concurrence” (Sampath, 2019).

## L’IA et les décisions de politique publique

De nombreuses décisions de politique publique qui façonnent l’expérience quotidienne des citoyens se trouvent non pas dans des normes législatives, mais dans des codes logiciels et des IA réalisés par des scientifiques et des innovateurs au sein de structures privées (et monopolistiques) (Secrétaire général de l’ONU, 2018). Tous les pays doivent comprendre l’impact des modèles d’apprentissage profond et de prédiction intelligente dans la conception et la réponse aux politiques publiques, afin d’explorer les avantages potentiels ainsi que d’atténuer les risques de ces interactions.

# La démocratie et les droits de l'homme en danger

Les enjeux des données, de l'IA et du ML sont directement liés à la démocratie et à la liberté d'expression pour diverses raisons. Premièrement, la participation aux réseaux sociaux favorise la pensée binaire plutôt que les interprétations nuancées. Si les réseaux sociaux et leurs algorithmes réussissent à implanter ce modèle économique polarisé, la paix et la démocratie pourraient être menacées. Deuxièmement, les données sont de plus en plus une porte d'accès à notre monde, à notre argent et à notre vote, et constituent aujourd'hui la base des campagnes de marketing ciblées par des algorithmes. Troisièmement, les données et l'IA fournissent une nouvelle technique d'ingérence potentielle de l'État dans la démocratie et le droit à la vie privée, la liberté d'expression et la mobilisation sociale. Quatrièmement, le rôle des entreprises de plateformes dans les violations des droits constitutionnels et des droits de l'homme, y compris les actions prônant la violence contre des personnes ou des communautés ciblées en fonction de leur utilisation des données ou de l'utilisation des données qu'elles collectent, traitent et vendent, n'est pas clairement compris ou réglementé. Enfin et surtout, certains algorithmes et modèles de prédiction des entreprises de plateformes violent les garanties constitutionnelles nationales contre la discrimination. La responsabilisation juridique des plus grands monopoles de l'économie numérique est un domaine émergent dans le cadre de la réglementation nationale et des droits de l'homme internationaux, mais les progrès sur ce front vital sont rares, voire inexistantes.

## Le développement juste et équitable à l'ère de l'IA

Dans ce contexte, la question clé de la gouvernance dans l'économie numérique mondiale concerne la propriété et le contrôle des données. L'autorégulation des entreprises de l'internet ne fonctionnera pas. Réglementer l'IA et la nouvelle ère numérique essentiellement par le biais d'accords commerciaux de commerce électronique, qu'ils soient plurilatéraux, multi-pays ou bilatéraux, ne fonctionnera pas non plus. Le Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI), en tant qu'espace multipartite, a le potentiel pour progresser dans ce domaine, mais il n'établit aucune règle. Ainsi, il y a un risque croissant que les règles en matière de données soient établies par un petit groupe de pays sous l'optique des accords commerciaux.

Si la communauté internationale reste un spectateur silencieux alors que les monopoles continuent à s'appropriier les données des gens et à utiliser l'IA sans démanteler leurs pratiques abusives et désapprendre leurs préjugés, les asymétries structurelles existantes

seront reproduites dans la manière dont les données et l'IA sont ou ne sont pas gouvernées. Dans ce contexte, il faut « un cadre juridique et politique agile pour freiner les excès des plateformes » (IT for Change, 2018) ainsi que l'espace politique dont les pays en développement ont besoin pour retirer une valeur économique des données générées par leurs citoyens.

## Impératifs nationaux

↑

Nombreux sont les gouvernements de pays en développement (et d'autres gouvernements qui n'ont pas été parmi les pionniers de l'IA) qui ignorent les risques profonds et les aspects techniques de l'utilisation élargie et presque omniprésente de l'IA. À l'échelle mondiale, il faut revoir les lois antitrust afin d'intervenir de manière plus rapide et efficace contre les abus de marché commis par les entreprises de plateforme (Zimmerman, 2019). Les pays doivent mettre à jour les cadres réglementaires nationaux sur les données, l'IA et le ML, légiférer contre les violations des droits par les entreprises transnationales et établir clairement les liens entre les abus des droits numériques et les droits constitutionnels existants. En outre, la gouvernance des données et de l'IA implique d'imposer des normes internationales aux États en tant que détenteurs de devoirs, les mettant intrinsèquement au défi de revoir leur propre utilisation des données et de l'IA dans la conception et la surveillance des politiques publiques. Ainsi, il est nécessaire de comprendre comment protéger les citoyens contre les violations des droits à l'ère numérique et comment éviter l'érosion des droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels provoquée par des algorithmes cachés et des technologies d'apprentissage automatique (ML) pilotées par des pouvoirs et des décideurs numériques privés.

Les Nations unies sont le forum approprié pour comprendre et gérer l'IA en tant que condition cruciale pour les droits de l'homme, la démocratie, la paix et le développement durable. Toutefois, la responsabilité de mener ce processus doit revenir aux gouvernements et non aux entreprises de plateformes et à leurs intérêts, afin que les réglementations ne se limitent pas uniquement au commerce électronique ou au commerce, comme cela semble être le cas actuellement. 🌟

## Références

Gurumurthy, A., Bharthur, D. et Chami, N., (2018). "Policies for the platform economy: Current trends and future directions", IT for Change [\[pdf\]](#)

Fukuda-Parr, S., et McNeill, D., (2019). “Knowledge and Politics in Setting and Measuring the SDGs : Introduction to Special Issue”, Global Policy, Vol. 10. Supplement 1, p. 5-15. [\[online\]](#)

IT for Change, (2018). “Data Sovereignty”, dans Spotlight on Sustainable Development 2018: Exploring New Policy Pathways, p. 81-82. [\[online\]](#)

James, D., (2019). “South Needs Data Digitalization Policies, Say CSO Experts”, Third World Network, 16 Avril. [\[online\]](#)

Sampath, P.G., (2019). “Regulating the Digital Economy : Dilemmas, Trade Offs and Potential Options”, South Centre Tax Initiative, Mars 2019. [\[pdf\]](#)

Smith, M., et Neupane, S., (2018). “ Artificial Intelligence and Human Development: Toward a Research Agenda », IDRC Whitepaper. [\[online\]](#)

CNUCED., (2017). “Rapport 2017 sur l'économie de l'information: Digitalisation, commerce et développement “Conférence de la CNUCED, 23 Octobre. [\[pdf\]](#)

Secrétaire général de l'ONU, (2018). “Stratégie du secrétaire général en matière de nouvelles technologies”, Nations unies. [\[online\]](#)

Zimmerman, J., (2019). “AI with European values. How Europe can find its own way when it comes to Artificial Intelligence. Data Protection and Democracy”, IPS, 5 Février. [\[online\]](#)



**Cecilia  
Alemany**

**Cecilia Alemany** est la directrice régionale adjointe d'ONU Femmes pour les Amériques et les Caraïbes. Elle est un ancien membre du comité exécutif de DAWN. Cecilia est doctorante en économie à l'Universidad Complutense de Madrid (UCM) et doctorante en études interdisciplinaires sur le genre à l'Universidad de las Islas Baleares (UIB). Elle est titulaire d'une maîtrise en prospective internationale de l'Université Paris 5 René Descartes et d'une licence en relations internationales de l'Université de la République, Uruguay.



**Anita  
Gurumurthy**

**Anita Gurumurthy** est membre fondatrice et directrice exécutive d'IT for Change, où elle dirige des recherches sur l'économie des plateformes, la gouvernance des données et de l'IA, la démocratie à l'ère numérique et les cadres féministes sur la justice numérique. Anita s'engage activement dans le plaidoyer national et international sur les droits numériques et contribue régulièrement aux espaces académiques et médiatiques. Elle est conseillère et experte auprès de divers organes, dont le Groupe des 10 membres du Secrétaire général des Nations Unies. en soutien au Mécanisme de Facilitation Technologique, au groupe de travail sur la gouvernance algorithmique du Forum de Paris sur la Paix, au Save the Children's ICT4D Brain Trust et au Minderoo Tech & Policy Lab's Board.



↑

**CONTOURNER  
LES SYSTÈMES DE  
SURVEILLANCE  
ISRAËLIENS:  
Une note sur  
la résistance  
palestinienne**

*par Kholoud Al-Ajarma*

Les postes de contrôle, les systèmes de collecte de données biométriques, les technologies de l'information et de la communication (TIC), la surveillance des téléphones par Internet et des services de police de plus en plus numérisés ne sont que quelques exemples de l'infrastructure sécuritaire coloniale d'Israël (cf. Zureik, 2011; Hammami, 2015). Ces technologies sont utilisées pour contrôler les Palestiniens, surveiller leurs mouvements, inspecter leurs paroles et leurs actes et restreindre leur mobilité même dans les zones palestiniennes (Peteet, 2017; Nashif et Fatafta, 2017). Dans cet article, j'aborde les aspects de cette surveillance coloniale, notamment la surveillance physique aux points de contrôle et la surveillance numérique sur les médias sociaux, en examinant les expériences d'un groupe de dix femmes palestiniennes, âgées de vingt-cinq à soixante-seize ans, originaires de Bethléem et des régions environnantes. Ces récits offrent une perspective genrée sur la façon dont les femmes résistent aux effets d'une surveillance constante et font face à l'oppression quotidienne qui découle de stratégies coloniales patriarcales. Ils illustrent également ce que la population palestinienne dans son ensemble vit régulièrement sous l'occupation.

↑ En Cisjordanie, les barrières physiques telles que les points de contrôle restent des goulots d'étranglement hautement sécurisés qui divisent les Palestiniens et limitent leurs mouvements (cf. Griffiths et Repo, 2021; Peteet, 2017). Les Palestiniens doivent demander des permis pour pouvoir traverser les points de contrôle, un long processus qui comprend des contrôles de sécurité et des vérifications des antécédents (Weitzberg, 2021). Selon les personnes interrogées, les femmes célibataires se voient toujours refuser le permis. Dans tous les cas, l'obtention d'un permis n'épargne pas les Palestiniens des longues périodes d'attente, des interrogatoires invasifs et des contrôles d'identité, ainsi que des menaces de violence aux points de contrôle (Griffiths et Repo, 2021). Une grande partie de la littérature existante sur la surveillance des points de contrôle israéliens amplifie les voix des hommes tandis que les expériences des femmes restent marginales (par exemple, Griffiths et Repo, 2021; Hammami, 2015). Les personnes interrogées racontent plusieurs histoires sur les pratiques d'intimidation et d'humiliation des soldats israéliens qui font des checkpoints des endroits menaçants (cf. Rijke et Minca, 2018: 39). Les histoires de femmes comme Ibtissam Kaabneh, une femme de 28 ans abattue au poste de contrôle de Qalandiya, près de Jérusalem, le 12 juin 2021, hantent leur esprit chaque fois qu'elles doivent traverser un poste de contrôle.

Dans certains cas, les traditions culturelles et religieuses de modestie renforcent la vulnérabilité des femmes face à l'intrusion et au harcèlement de jeunes soldats, hommes ou femmes, qui ne montrent aucun respect pour les relations de genre, les femmes enceintes, les conditions médicales ou l'âge. Malgré ces expériences, ou peut-être à cause d'elles, les personnes interrogées ont parlé de stratégies de résistance à l'hypersurveillance. Les femmes bravent toutes sortes d'inconforts afin de se rendre à Jérusalem pour prier. L'exemple d'Aicha est éloquent: âgée de 75 ans et porteuse d'implants chirurgicaux



Une femme palestinienne affronte des soldats israéliens lors de la manifestation hebdomadaire contre le mur israélien dans le village cisjordanien d'Al Ma'sara le 4 juillet 2008. Le mur israélien couperait le village de ses terres agricoles s'il était construit tel quel.

↑ en métal au genou, elle doit passer par les détecteurs de métaux toutes les semaines et attendre dans la file d'attente pour montrer une lettre du chirurgien justifiant son implant métallique; on ne lui fait aucune concession au point de contrôle en raison de son inconfort évident et de son âge.

La vie quotidienne des Palestiniens continue d'être affectée par les infrastructures de sécurité israéliennes qui envahissent leurs interactions sociales, leurs maisons et leurs communautés (Griffiths et Repo, 2020). Les personnes interrogées ont exprimé le sentiment d'être observées, hantées et piégées par l'appareil de surveillance israélien (cf. Shalhoub-Kevorkian, 2012). Si cette intrusion dans la vie privée des Palestiniens est possible, c'est parce qu'Israël contrôle l'infrastructure de télécommunications utilisée par les entreprises et les fournisseurs de services Internet palestiniens. Plusieurs personnes interrogées ont exprimé un sentiment d'insécurité et de peur d'être visées ou arrêtées en raison des mesures de surveillance technologique qui violent leurs droits humains fondamentaux. Les personnes interrogées ont également raconté l'histoire de membres de leur famille ou d'amis qui ont été arrêtés après avoir simplement exprimé une opinion politique dans une publication sur Facebook.

Paradoxalement, la surveillance exercée par Israël sur Internet et ses avancées technologiques ont également rendu visible, au niveau international et avec une rapidité stupéfiante, la violence quotidienne des forces israéliennes et les stratégies d'adaptation des Palestiniens au jour le jour. À son tour, cela a contribué à amplifier les voix et à souligner les luttes quotidiennes des Palestiniens qui utilisent les médias sociaux comme sites de "e-résistance" (Shalhoub-Kevorkian, 2012; Aouragh, 2008).

Les personnes interrogées ont parlé de stratégies de résistance en ligne telles que le partage d'informations actualisées sur les invasions de l'armée israélienne, les échanges avec des proches physiquement empêchés de se voir et la participation à des conférences. Elles ont également évoqué avec émotion la façon dont les jeunes à Jérusalem, notamment les jeunes femmes, utilisent les médias sociaux pour publier en permanence des informations afin d'attirer l'attention sur l'expulsion des Palestiniens de Jérusalem. Malgré toutes les embûches que resserrent les médias sociaux, ceux-ci offrent néanmoins un espace de résistance contre les systèmes de surveillance et les structures de pouvoir coloniales. Comme l'a dit Muna al-Kura, une militante de Jérusalem âgée de 23 ans, "nous ne pouvons pas garder le silence face à l'oppression...". Nous vivons dans une nouvelle ère où les Palestiniens peuvent se faire entendre, malgré les obstacles et les tentatives pour [nous] réduire au silence." ▲

## Références

Aouragh. M., (2008). 'Everyday Resistance on the Internet: The Palestinian Context', *Journal of Arab and Muslim Media Research*, 1, pp. 109-30.

Griffiths. M., and Repo. J., (2021). 'Women and checkpoints in Palestine', *Security Dialogue*, 52(3), pp. 249–265, DOI. [\[online\]](#)

Griffiths. M., et Repo. J., (2020). "Women's lives beyond the checkpoint in Palestine". Antipode. Publié en ligne avant impression le 6 avril 2020. [\[online\]](#)

Hammami. R., (2015). 'On (Not) Suffering at the Checkpoint: Palestinian Narrative Strategies of Surviving Israel's Carceral Geography', *Borderlands* 14(1), pp. 1–17.

Nashif. N., et Fatafta. M., (2017). "Surveillance des Palestiniens et lutte pour les droits numériques". Alshabaka: Palestinian policy network.

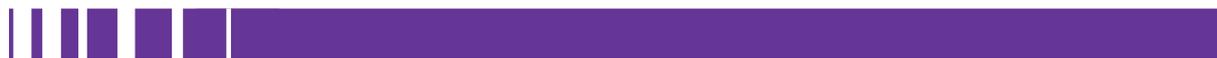
Peteet, J. (2017). *Space and Mobility in Palestine*. Bloomington: Indiana University Press.

Rijke. A., and Minca. C., (2018). 'Checkpoint 300: Precarious checkpoint geographies and rights/rites of passage in the occupied Palestinian Territories', *Political Geography* 65, pp. 35–45.

Shalhoub-kevorkian. N., (2012). 'e-Resistance and Technological In-security in Everyday Life: The Palestinian Case'. *The British Journal of Criminology*, 52(1), pp. 55–72. [\[online\]](#)

Weitzberg. K., (2021). "Biometrics and Counter-Terrorisme: Case study of Israel/Palestine". Privacy International.

Zureik. E., (2011). "Colonialism, Surveillance, and Population Control", in Zureik E, Lyon D and Abu-Laban Y (eds) *Surveillance and Control in Israel/Palestine : Population, Territoire et Pouvoir*. London : Routledge, p. 3-46.



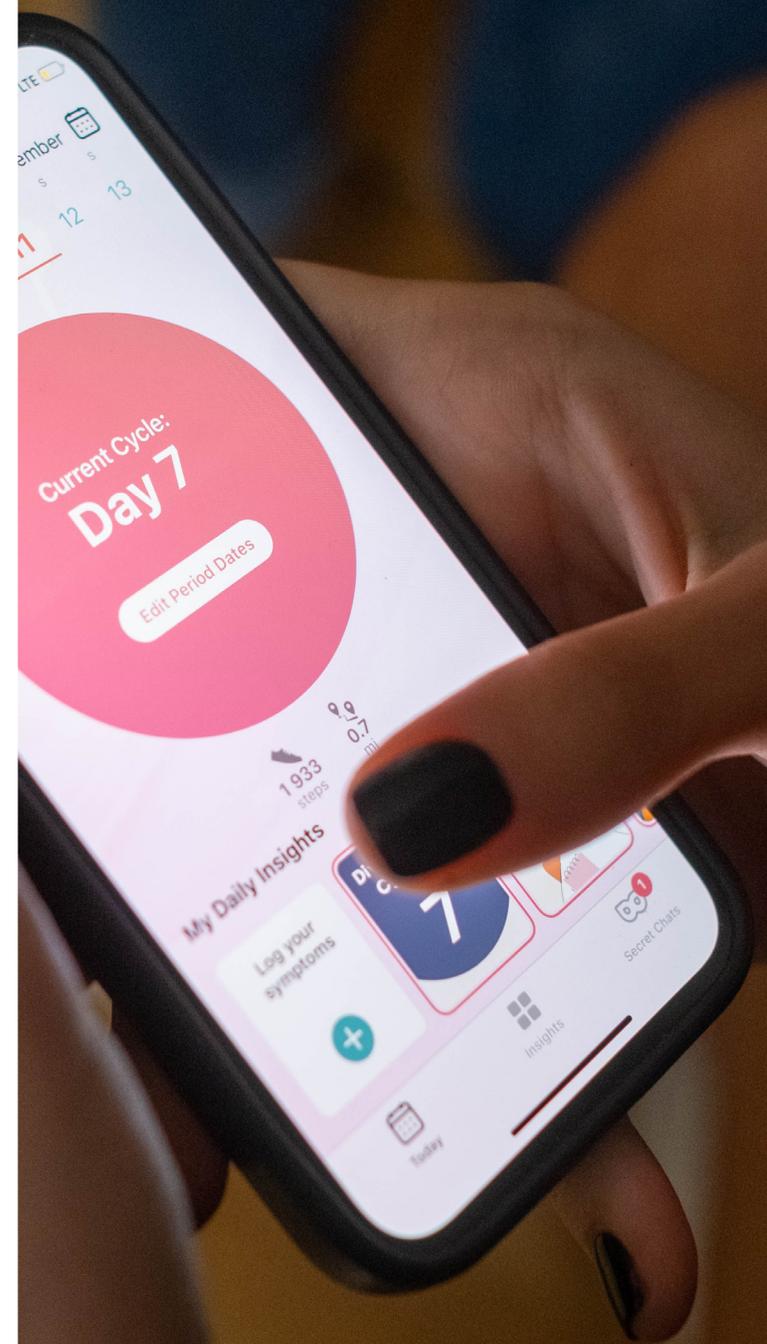
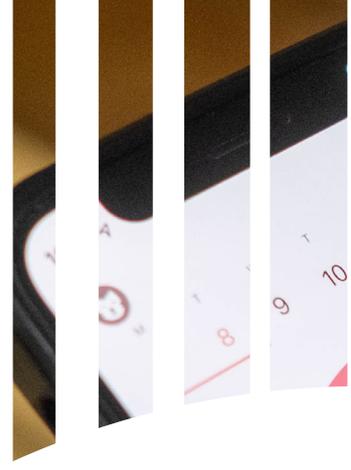
## Kholoud Al-Ajarma

**Kholoud Al-Ajarma** est un anthropologue palestinien et chargé de cours sur le monde musulman globalisé à l'Université d'Édimbourg. Elle est titulaire d'un doctorat en anthropologie et études comparatives de la religion, d'une maîtrise en anthropologie du développement et d'une maîtrise en études de la paix et résolution des conflits. Al-Ajarma a travaillé dans les domaines des études sur les réfugiés, du genre, du développement des jeunes, de la migration, des droits de l'homme et de la justice environnementale dans plusieurs pays de la région méditerranéenne. Al-Ajarma est également un photographe et cinéaste primé avec une vaste expérience dans le développement et la direction de projets artistiques et médiatiques parmi les communautés de réfugiés en Palestine.



**LES PERSONNES  
CONCERNÉES DANS  
LA MATRICE DE LA  
FEMTECH:  
Une analyse féministe  
de l'économie politique  
du marché mondial  
des applications  
menstruelles**

*par Nandini Chami  
et R. Vaishno Bharati*





**L**es applis menstruelles<sup>1</sup> constituent plus de 50 % du florissant marché mondial de la femtech, dont la valeur est estimée à 60 milliards de dollars d'ici 2027<sup>2</sup>. Entre 2020 et 2021, IT for Change a mené une étude pour examiner les implications du marché mondial des applications menstruelles sur la vie privée et la souveraineté des données des utilisatrices d'apps, en particulier celles situées dans le Sud global, du point de vue de l'économie politique féministe. Par le biais d'entretiens qualitatifs avec neuf activistes des droits numériques et deux développeurs de technologies open-source, et d'un bilan juridique des politiques de confidentialité de quatre applications menstruelles populaires dans les pays du Sud - Clue, Flo, MyFLO et Period Tracker - cette recherche a porté sur deux questions principales:

**(a) Comment les applications menstruelles du marché de la femtech abordent-elles la question de la vie privée (dans la collecte, le traitement et le partage des données personnelles avec des tiers)?**

**(b) Que suggèrent les pratiques des applis menstruelles dominantes en matière de souveraineté des données? Quelles sont les conséquences particulières pour les utilisatrices des pays du Sud?**

Notre recherche a démontré que l'assimilation des corps sexués dans le capitalisme de surveillance envahit l'intimité et viole les droits humains fondamentaux. Les politiques et les pratiques des applications menstruelles en matière de protection de la vie privée

ont tendance à être vagues, inefficaces et s'apparentent à un contrat entre “un lion et un agneau”, les utilisatrices devenant impuissantes face à l'immense biopouvoir des applications menstruelles<sup>3</sup>. Les clauses de consentement de ces applications, rédigées en termes trop généraux, ne dressent pas de barrières à la collecte des données, ne prévoient pas de limites à l'utilisation des données dans les accords de partage des données avec des tiers, ni de garanties procédurales pour les droits d'accès, de suppression et de portabilité des personnes concernées<sup>4</sup>. Malgré le risque direct que des conseils inappropriés<sup>5</sup> aboutissent à des conséquences indésirables, les clauses rédigées en petits caractères dans leurs conditions de service révèlent que les applis menstruelles populaires évitent toute responsabilité pour les préjudices individuels et collectifs découlant du profilage incessant des utilisatrices. L'absence de responsabilisation des propriétaires d'applications inflige aux utilisateurs du Sud une double peine. Premièrement, la plupart des gouvernements des pays du Sud n'ont pas adopté de législation pour protéger les utilisateurs des effets néfastes du profilage des données comportementales par les sociétés numériques transnationales. Deuxièmement, même si des lois sur la protection des données personnelles existent, le flux de facto des données des pays du Sud vers les entreprises du Nord compromet la justiciabilité des droits des utilisateurs en cas d'abus.

↑

Dans le modèle économique des applications menstruelles, les données agrégées et anonymisées sur les corps menstrués ont une valeur économique précisément parce qu'elles représentent des connaissances abstraites sur des expériences spécifiques et incarnées de la sexualité et de la santé reproductive. Ce serait toutefois une grave erreur de supposer que, parce que les données ont été dépouillées de leurs identifiants personnels et agrégées, elles peuvent être gérées comme une ressource purement économique. Au contraire, les données sont toujours sociales et nos identités incarnées sont toujours impliquées dans leur collecte, leur agrégation et leur traitement.<sup>6</sup>

Par conséquent, toute tentative de récupération de la souveraineté des données dans la matrice de la femtech ne peut réussir que si cette souveraineté est exprimée non seulement en termes de droits individuels des personnes concernées par la collecte, le partage et les utilisations potentielles de leurs données personnelles, mais également en tant que protection de la politique du corps social des données, représentant nos corps, les mondes où nous vivons et nos socialités, contre l'instrumentalisation de l'accumulation du capital de données au profit de la logique extractiviste.

À partir de ce constat, cette recherche met en évidence certaines orientations stratégiques critiques pour façonner une nouvelle approche féministe de la souveraineté des données par le biais de travaux théoriques et politiques supplémentaires:

**(1) Établir les limites de l'aliénabilité des données pour empêcher le capitalisme de surveillance d'empiéter sur notre autonomie corporelle.** Dans le cas des applications menstruelles, les modèles commerciaux qui profilent des informations sensibles et intimes sur la sexualité et la santé reproductive pour des études de marché en aval ne devraient pas être autorisés à fonctionner. Il faudrait introduire une législation sectorielle pour garantir que les fournisseurs d'applications menstruelles soient tenus responsables de leur propre collecte de données, des pratiques de partage de données avec des tiers et de l'exactitude des informations et des conseils qu'ils fournissent. Il faut de toute urgence inclure dans l'agenda féministe la remise en cause de l'impunité des géants du numérique (dans le secteur des applis menstruelles et au-delà) pour leurs pratiques commerciales qui violent les droits.

**(2) Élaborer un régime de gouvernance des données qui non seulement défende le droit des personnes concernées sur leurs données personnelles, mais aussi exploite les données comme un patrimoine de connaissances sociales pour le bien public.** Dans le cas des applications menstruelles, et plus largement de la femtech, cela nécessite une évaluation des moyens par lesquels la ressource sociale des données agrégées et anonymisées sur les besoins et les comportements en matière de santé sexuelle et reproductive peut être déployée pour permettre à la communauté des utilisatrices, et même des non-utilisateurs, d'obtenir une valeur collective et une vision partagée, tout en garantissant la protection de la vie privée, de la dignité et de l'autonomie.

**(3) Forger un nouveau constitutionnalisme mondial pour la gouvernance des données, fondé sur une vision indivisible et intégrée des droits relatifs aux données qui reconnaisse que la souveraineté des personnes sur leurs ressources en données fait partie intégrante de leur autonomie personnelle, de même que le droit au développement.** Cela n'est possible que par une refonte complète du régime mondial de propriété intellectuelle (PI), qui permettrait de passer de l'enfermement des données et des innovations en matière d'intelligence artificielle (IA) au développement d'un statut des données au sein des biens publics qui en fassent des biens d'infrastructure communs ne pouvant pas être cooptés par les puissantes entreprises de la Big Tech. 🌟

[Cet article résume les principales conclusions de l'étude menée par IT for Change sur les implications du marché mondial des applications menstruelles pour la vie privée et la souveraineté des données des utilisatrices d'applications, en particulier dans les pays du Sud. Pour le rapport de recherche complet, voir Chami. N., Bharati. R. V., Mittal. A., et Aggarwal. A., (2021). *Data Subjects in the Femtech Matrix: A Feminist Political Economic Analysis of the Global Menstruapps Market*. IT for Change.]

## Notes de fin de document

- 1- Applications mobiles qui suivent le cycle reproductif, la vie sexuelle et la santé menstruelle d'une utilisatrice afin de fournir des informations sur son corps dérivées d'un algorithme.
- 2- Stewart, C. (2021). 'Worldwide femtech market size 2027'. [\[online\]](#) [consulté le 01 décembre 2021].
- 3- Privacy International (2020b). 'We asked five menstruation apps for our data and here is what we found...'. [\[online\]](#) [consulté le 20 juillet 2021] ; Felizi, N., and Varon, J. (2016). 'MENSTRUAPPS - How to turn your period into money (for others)'. [\[online\]](#) [Consulté le 07 juillet 2021].
- 4- Conclusions également confirmées par Shipp, L. et Blasco, J. (2020). "How private is your period? A systematic analysis of menstrual app privacy policies", *Proceedings on Privacy Enhancing Technologies*, 2020(4), p. 491-510. DOI: [\[online\]](#)
- 5- Voir Hunt, K. (2020). "Fertility apps can be 'misleading' for women, review finds ", CNN, 7 avril. [\[online\]](#) [consulté le 6 décembre 2021].
- 6- Gurumurthy, A., Chami, N. (2021). "Beyond data bodies : New directions for a feminist theory of data sovereignty", *Data Governance Network Working Paper 24*. [\[pdf\]](#)



**Nandini  
Chami**

**Nandini Chami** est directrice adjointe d'IT for Change, une ONG basée à Bangalore, dotée du statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC. Le travail de Nandini se concentre en grande partie sur la recherche et le plaidoyer politique dans les domaines des droits numériques et du développement, et sur l'économie politique des droits des femmes dans le monde. société de l'information. Elle fait partie des efforts de plaidoyer de l'organisation autour de l'agenda de développement 2030 sur les questions de données pour le développement et les technologies numériques et la justice de genre.



**R. Vaishno  
Bharati**

**Vaishno Bharati** travaille comme associé de projet chez IT for Change, une ONG basée à Bangalore, en Inde, en consultation spéciale Statut auprès de l'ECOSOC. Son travail porte sur les aspects programmatiques du titre féministe du magazine en ligne Bot Populi. Elle contribue également à la recherche et à la promotion de projets nationaux et internationaux entrepris par l'organisation et écrit fréquemment pour Bot Populi.

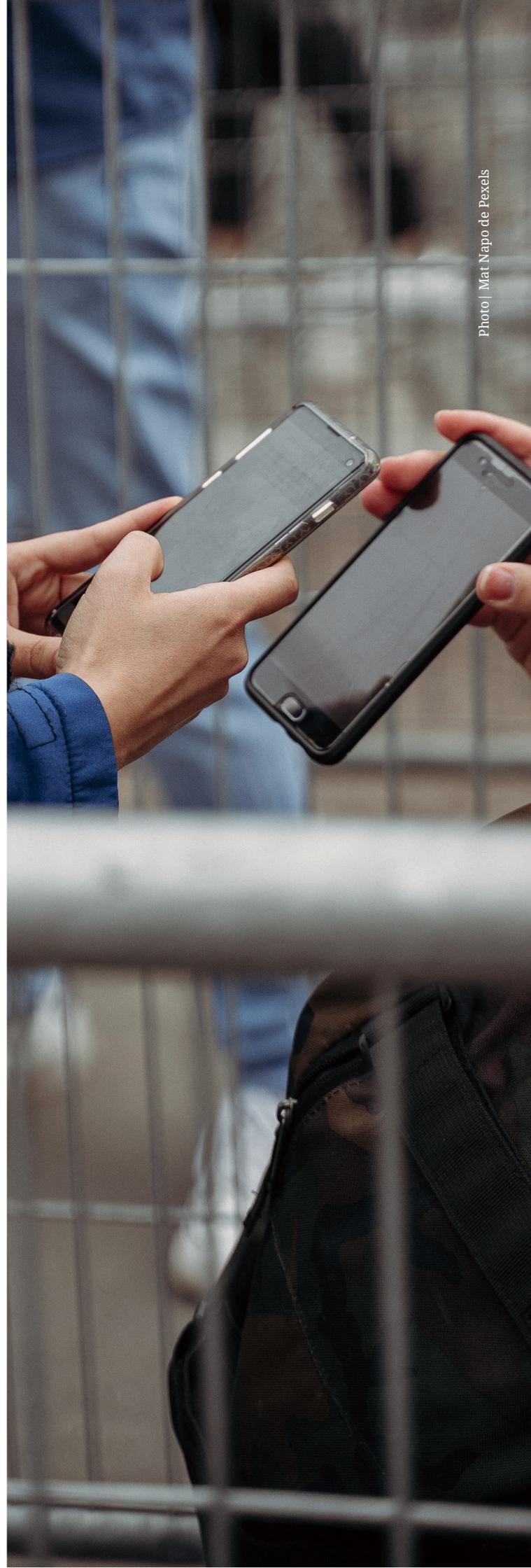
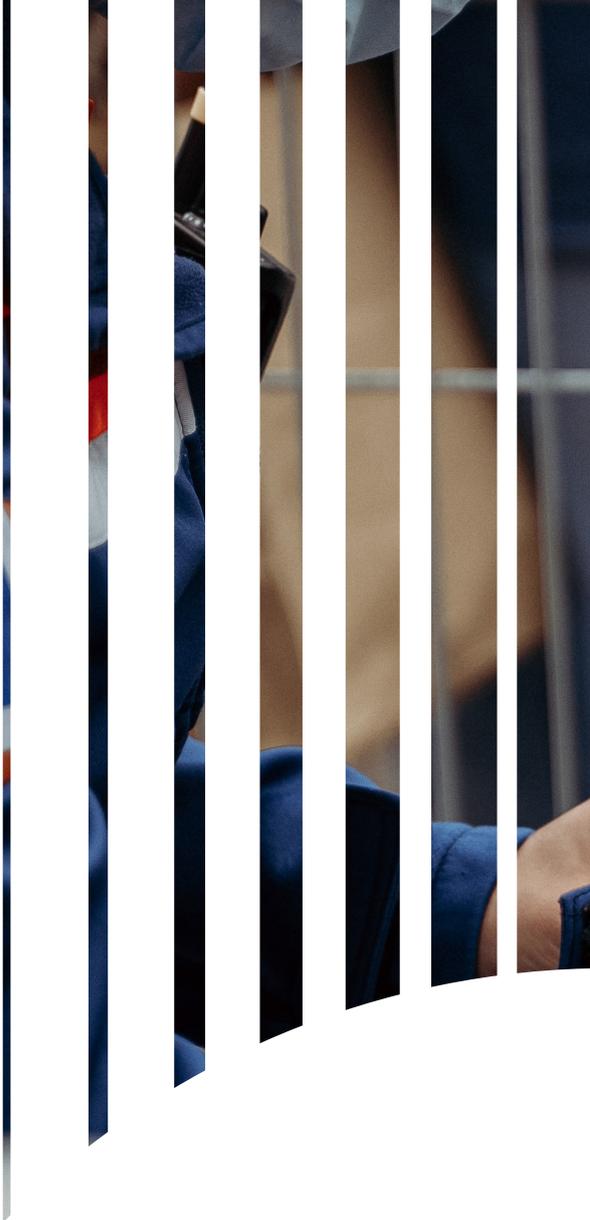


Photo | Mat Napo de Pexels

# **PASSEPORT- VACCIN: *Un problème épineux?***

*par Sai Jyothirmai Racherla*

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a signalé, le 10 décembre 2021, 267,86 millions de cas confirmés de Covid-19 dans le monde, dont 5,28 millions de décès. Au 8 décembre 2021, un total de 8,15 milliards de doses de vaccin avait été administrées dans le monde (tableau de bord Covid-19 de l'OMS, 2021). Un examen plus approfondi des taux de vaccination dans les pays du Sud et du Nord montre toutefois que l'accès est inégal non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur d'un même pays. Cette situation menace l'équité et s'oppose au mot d'ordre de développement durable des Nations unies, à savoir "ne laisser personne de côté". Alors que l'émergence de nouveaux variants tels qu'Omicron, IHU, Deltacron et Flurona pose de nouveaux défis, l'accès universel aux vaccins contre la Covid-19, à la fois le schéma vaccinal primaire et les doses de rappel, ainsi que d'autres mesures de santé publique pour contenir la pandémie deviennent plus urgents que jamais.

Le programme d'accès mondial aux vaccins contre la Covid-19 (ou COVAX), codirigé par l'OMS et créé pour combler la fracture vaccinale, n'a pas tenu sa promesse de vacciner équitablement dans le monde. Avec seulement 5 % des vaccins requis administrés dans le monde, le COVAX n'a pas atteint son objectif d'appliquer 2 milliards de doses en 2021 (The Bureau of Investigative Journalism, 2021). Et ceci après que l'objectif ait été ramené à seulement 800 millions de doses en raison de pénuries d'approvisionnement et de problèmes logistiques.

Dans ce contexte de profonde inégalité entre les pays en termes de statut épidémiologique et de couverture vaccinale, l'exigence du passeport vaccinal pour un retour progressif à la soi-disant normalité constitue un autre problème épineux. Le passeport vaccinal est un certificat de vaccination qui atteste qu'un individu a été vacciné contre la Covid-19. Accessible électroniquement sur des applications pour téléphones portables ou sous forme de document imprimé, il vise à réduire les restrictions de santé publique pour ses détenteurs, notamment en allégeant les restrictions aux voyages et facilitant, depuis peu, les activités quotidiennes, y compris sur le lieu de travail.

Selon une enquête mondiale d'Ipsos réalisée pour le Forum économique mondial en 2021 dans vingt-huit pays, trois personnes interrogées sur quatre sont d'accord pour appliquer l'obligation vaccinale aux voyageurs entrant sur leur territoire. Toutefois, lorsqu'on les interroge sur les préoccupations en matière de protection de la vie privée, seule la moitié des personnes interrogées se sentent à l'aise avec le fait que les gouvernements puissent accéder à leurs informations de santé et seulement 40 % sont d'accord pour que des entreprises privées accèdent à leurs données de santé et à leurs dossiers personnels (enquête Ipsos pour le Forum économique mondial, 2021). Ces considérations, parmi d'autres, suggèrent que le passeport vaccinal est une question à traiter avec prudence et précaution, compte tenu de l'inégalité d'accès dans les pays du Sud.

## Sommes-nous déjà prêts pour le passeport vaccinal?

Alors qu'au moins treize vaccins différents sont administrés dans le monde après avoir obtenu une autorisation d'utilisation d'urgence au titre du protocole EUL de l'OMS, seuls 41,5 % de la population mondiale avaient reçu au moins une dose du vaccin Covid-19 en septembre 2021. Pour les pays à faible revenu (PFR), le chiffre correspondant n'est que de 1,9 %. L'équité dans la distribution des vaccins demeure un problème constant dans les prévisions faites en décembre 2021, qui placent les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) et les PFR au dernier rang en matière d'accès aux vaccins. Des obstacles structurels, tels que la fragilité des systèmes de soins de santé, l'impossibilité de recevoir des vaccins qui exigent des systèmes de chaîne du froid, le manque de capacités de stockage et de transport adéquates, la capacité limitée des lieux de vaccination et les droits de propriété intellectuelle (DPI) continuent d'entraver l'accès aux vaccins dans les PRFI et les PFR.

Avec des inégalités aussi flagrantes, l'exigence du passeport vaccinal exacerbe encore plus les inégalités car elle limite la liberté de mouvement aux quelques privilégiés qui peuvent se faire vacciner, instaurant une discrimination à l'égard des personnes non vaccinées. Il va sans dire que le poids de cette restriction est supporté de manière disproportionnée par les personnes issues de communautés déjà marginalisées et vulnérables dans les pays du Sud.

↑

**... le passeport vaccinal est une question à traiter avec prudence et précaution, compte tenu de l'inégalité d'accès dans les pays du Sud.**

## Passeport vaccinal pour les laissés-pour-compte?

Les travailleurs migrants en sont un bon exemple. Bien qu'ils soient confrontés à de mauvaises conditions de vie dans la plupart des pays de destination et qu'ils courent un risque accru d'infections, les travailleurs migrants ne sont pas prioritaires dans les efforts de vaccination. Actuellement, des pays et territoires tels que Hong Kong, Taïwan, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Malaisie et la Thaïlande disposent de différents plans ou directives en matière de vaccination des travailleurs migrants, chacun ayant ses propres défis et opportunités. À Hong Kong, par exemple, les informations sur la vaccination des travailleurs migrants sont soit indisponibles, soit inaccessibles, tandis qu'à Taïwan, les programmes de vaccination ne donnent pas la priorité aux travailleurs migrants sans papiers (Online Forum on COVID Vaccines and Inclusion of Migrants, 2021).

Les femmes, en particulier, continuent d'être laissées de côté. En Inde, seuls 35 % des vaccins ont été administrés aux femmes (PRESS, 2021). Les jeunes qui sont les derniers dans la file d'attente pour la vaccination, les personnes handicapées, celles exclues du numérique ou ayant un accès restreint à la technologie rencontrent des difficultés pour se faire vacciner et, par conséquent, pour obtenir un passeport vaccinal.

↑ En outre, les pays du Nord privilégient certains vaccins. Cela signifie qu'il ne suffit pas que le vaccin soit approuvé par l'OMS, il faut aussi que ce soit le "un vaccin sélectionné, administré dans des lieux sélectionnés". Le Royaume-Uni, les 27 membres de l'Union européenne et les 26 pays de l'Espace Schengen n'acceptent que quatre vaccins approuvés par l'Agence européenne des médicaments : AstraZeneca, Pfizer-BioNTech, Moderna et Johnson & Johnson (New York Times, 2021). Il existe également des cas documentés de passeports de vaccins soumis à des critères liés au pays dans lequel la personne a été vaccinée.

## Passeports vaccinaux, confidentialité et protection des données?

Techniquement, les données contenues dans les passeports vaccinaux devraient être utilisées exclusivement à des fins de vérification des vaccins et ne pas être partagées en dehors des aspects liés à la santé et à la sécurité publiques, notamment sans le consentement des personnes concernées. Mais les violations des garanties de confidentialité ne sont pas rares. Un exemple concret est l'accès aux données de la Covid-19 par le service de police de Singapour au début de cette année à des fins d'enquête criminelle, ce qui constitue une violation du droit à la vie privée (BBC NewsIllmer, 2021). La technologie des passeports vaccinaux numériques impliquant de nombreuses parties prenantes, y compris des entités privées, la protection des données, la vie privée et la confidentialité des données personnelles des individus sont en jeu.

Jusqu'à ce que nous parvenions à un accès universel à la vaccination contre la Covid-19, le système de passeport vaccinal devrait être appliqué avec des exceptions et de la souplesse, à l'instar des nombreuses dispositions inclusives permettant d'assouplir les voyages et autres restrictions de mobilité, en maintenant la santé publique au cœur de la prise de décision. Des passeports vaccinaux interopérables, SMART, à faible technologie, accessibles et basés sur des solutions numériques pourront être développés lorsque tous auront accès au vaccin. En attendant, le système de passeport vaccinal, s'il est mis en œuvre, doit préserver la santé, le bien-être, la dignité, la confidentialité et le caractère privé des données, la liberté de mobilité et d'association et la défense des droits à la santé pour tous, sur la base de données probantes. 🌟

## Références

Associated Press, (2021). 'Inequality: Women Globally Often Missed on COVID-19 Vaccines', Daily Sabah, consultado el 26 de Octubre de 2021. [\[online\]](#)

Furneaux. R., Goldhill. O., y Davies. M., (2021). 'How COVAX Failed on its Promise to Vaccinate the World', The Bureau of Investigative Journalism, consultado el 26 de Octubre de 2022. [\[online\]](#)

Ipsos, (2021). 'Global Views on Personal Health Data and Vaccine Passports: Ipsos Survey for The World Economic Forum', Abril de 2021. [\[online\]](#)

Yeginsu. C., (2021). 'As International Travel Returns, Confusion Over Vaccines Reigns' 03 de noviembre de 2021, consultado el 26 de octubre de 2021, New York Times. [\[online\]](#)

'WHO Covid-19 Dashboard, (2021). Organización Mundial de la Salud. [\[online\]](#)

'Online Forum on COVID Vaccines and Inclusion of Migrants', (2021). Misión de Asia y el Pacífico para los Migrantes. [\[online\]](#)



### *Sai Jyothirmai Racherla*

**Sai Jyothirmai Racherla (Sai)** est directrice exécutive adjointe du Centre de ressources et de recherche pour les femmes de l'Asie-Pacifique (ARROW, une organisation féminine régionale à but non lucratif basée à Kuala Lumpur, dotée du statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC). Elle travaille dans le domaine de la santé et des droits des femmes, en particulier la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), la recherche, le suivi et le plaidoyer depuis 20 ans. Elle a co-écrit les rapports de suivi régionaux ARROW ICPD pour ICPD+10 ; +15 ; +20 et +25. Sai a été activement engagé dans la construction du mouvement des jeunes pour les ODD dans la région et a été actif en tant que représentant d'ARROW avec co-organisateur dans le développement d'un espace pour le discours des jeunes à travers les Forums des jeunes de l'AFFSD, qui se tiennent chaque année avant l'APFSD Forum intergouvernemental. Sai est titulaire d'une maîtrise en alimentation et nutrition et d'un diplôme d'études supérieures en études démographiques et en méthodologie de la recherche.

## PUBLIÉ FÉVRIER 2023

### ÉQUIPE D'ÉDITION

Flora Partenio  
Sala Weleilakeba  
Sharan Sindhu  
Damien Gock  
Sohel Sarkar (Correcteur d'épreuves)

### COMITÉ EXÉCUTIF DE DAWN

Cai Yiping  
Corina Rodríguez Enríquez  
Florencia Partenio  
Gita Sen  
**(Co-Coordnatrice générale)**  
Kumudini Samuel  
María Graciela Cuervo  
**(Co-Coordnatrice générale)**  
Masaya Llavaneras Blanco  
Vanita Mukherjee

### CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DAWN

Celita Eccher  
Claire Slatter  
**(Présidente du conseil d'administration)**  
Fatou Sow  
Sandra Tarte  
Sonia Corrêa  
Tara Chetty  
Viviene Taylor

### SECRETARIAT DE DAWN

#### Administrateur

Sharan Sindhu

#### Responsable des Finances

Nailagovesi Vakatalai

#### Responsable de la Communication

Ricardo D'Aguiar

#### Chargé de Recherche

Sala Weleilakeba

#### Responsable Junior des Finances

Simran Singh

#### Responsable de la Communication en Ligne

Tasmy Gómez

#### Associée de programme

Damien Gock

#### Assistant administratif et financier

Ana Rakacikaci

#### Designer Graphique

Marla Rabelo

#### Designer Graphique Junior

Raquel Cappelletto



Secrétariat DAWN, JP Bayly Trust  
Building, Niveau 2, 193 Rodwell Road,  
Suva, Fiji.

Téléchargez ici les  
numéros précédents  
de DAWN Informe.



### DAWN Informe

©2023 par DAWN sous une licence Creative  
Commons Attribution-NonCommercial-  
NoDerivatives 4.0 International. (CC BY-NC-ND 4.0)

### REJOIGNEZ-NOUS EN LIGNE



Ce document de travail a été traduit  
par DeepL, un système automatisé,  
avec des révisions par DAWN.

Pensez à l'environnement: n'imprimez pas ce document si vous pouvez l'éviter.



ALTERNATIVES DE DÉVELOPPEMENT AVEC  
LES FEMMES POUR UNE NOUVELLE ÈRE